

Archives municipales de Saint-Claude (Jura)**Régie municipale eau-gaz-électricité de Saint-Claude
(1922-1994)****11 O**

Répertoire numérique détaillé

établi par

Véronique Blanchet-Rossi

Attachée de conservation du patrimoine

Dans le cadre d'un stage de master 2 d'archivistique

Sous la direction de

Patricia Guyard

Conservateur du patrimoine

Directrice des Archives départementales du Jura

2006

INTRODUCTION

Identification du fonds

Le fonds de la régie municipale eau-gaz-électricité de Saint-Claude (Jura) constitue la sous-série 11 O des archives municipales de Saint-Claude. Il rassemble la majeure partie des documents produits par la régie de 1922, date de sa création, à 1994, date de sa dissolution.

Avant classement, il occupait une trentaine de mètres linéaires ; après classement et éliminations, il occupe 24,50 mètres linéaires répartis en 259 articles. Il comporte un certain nombre de plans et de photographies qui sont signalés dans l'analyse de l'article auquel ils appartiennent.

Sous l'intitulé général, on trouve les fonds issus de cet établissement public municipal, dont les attributions et les titulaires ont varié au cours du temps, sans qu'il y ait solution de continuité. Le tableau ci-dessous précise ces titulaires, dans l'ordre préconisé par la norme ISAAR(CPF) régissant les noms de personnes et de collectivités :

Forme principale du nom	<i>Régie municipale eau-gaz-électricité de Saint-Claude</i>	1928-1945
Autre forme	<i>Régie municipale de distribution électrique de Saint-Claude</i>	1922-1928
« «	<i>Régie municipale eau-électricité</i>	1945-1965
« «	<i>Régie municipale d'électricité</i>	1966-1994

Historique de la régie

La création de la régie eau-gaz-électricité de Saint-Claude est le fruit d'une série d'opportunités, mais s'inscrit aussi dans le mouvement, fort dans les trois premières décennies du XX^e siècle, que l'on a qualifié de « socialisme municipal ». De même, l'histoire de ses transformations est liée à la conjoncture (effets de calendrier, situation économique) mais constitue tout autant un reflet de l'évolution idéologique et politique de la ville et de la société française dans son ensemble.

Dès 1920, la municipalité socialiste élue en décembre 1919 réfléchit à un projet de barrage et d'usine hydroélectriques, à implanter sur la rivière principale, la Bienne, qui fourniraient à la ville une autosuffisance en matière d'énergie et un moyen de développer ses industries en maîtrisant les coûts. Elle constitue pour ce faire une commission, suivie de près par le maire Henri Ponard (1861-1928), personnalité emblématique du mouvement ouvrier et coopératif local, qui sera député de 1924 à sa mort en 1928. L'idée de départ est de créer une mutuelle, inspirée de la Mutuelle électrique du Haut-Jura qui gérait depuis 1903 la centrale du Flumen, alimentée par une conduite forcée, sur la commune voisine de Villard-Saint-Sauveur.

Mais la municipalité est à la recherche d'une structure juridique qui lui permette une mainmise plus effective sur ces futures installations, fondamentales pour sa gestion de la ville.

Elle crée donc en septembre 1922 une régie sous le régime du décret du 8 octobre 1917, qui ne la satisfait pas non plus, dans la mesure où il dote ces établissements de la personnalité morale, leur conférant par là une autonomie certaine par rapport à la collectivité de tutelle. Dans un premier temps, cette « Régie municipale de distribution électrique de Saint-Claude » est chargée de conduire les études préalables au projet d'un barrage à quatre turbines d'une puissance de 4500 Kw . Une étape essentielle est franchie avec l'obtention en 1927, pour une durée de 75 ans, de la concession par l'Etat de la chute d'Etables, d'une hauteur de 32 mètres et d'un débit moyen de 10 m³/s . Les travaux peuvent dès lors être envisagés : l'appel d'offres est lancé à la fin de 1928 et le chantier se déroulera de 1929 à 1932, retardé par la défaillance de l'entreprise adjudicataire qui occasionnera de lourdes pertes d'exploitation et donnera lieu à un long contentieux.

A ce stade, la régie est dotée d'un conseil d'administration, présidé de façon assez éphémère par des élus ou des personnalités extérieures (industriels en particulier) ; elle est gérée par un directeur – le premier est un ingénieur qui dirige également la régie de Collonges, dans l'Ain – secondé par un caissier, fonctionnaire municipal. Son fonctionnement reste toutefois plutôt informel.

Parallèlement, au cours des années qui suivent, deux services industriels et commerciaux viennent à être gérés directement par la ville : la distribution d'eau en 1925, par suite de l'adduction d'eau générale du centre ville, puis la production et la distribution de gaz, concédées jusqu'en 1928 à la société L'Union Electrique. La concession à cette dernière arrivant à expiration le 31 décembre 1928, la ville avait en effet décidé de municipaliser ce service et de construire une nouvelle usine à gaz communale au lieu-dit La Patience. Le cadre législatif a lui-aussi évolué, avec la publication du décret du 26 décembre 1926, qui institue, pour la gestion des services publics à caractère industriel et commercial, des régies dotées de l'autonomie financière et d'une administration propre, sans la personnalité morale qui reste un attribut de la collectivité d'origine.

Une nouvelle régie, placée sous le régime de 1926, est donc créée le 18 janvier 1928 pour gérer les trois secteurs suivants : production d'hydroélectricité (la distribution restant concédée à l'Union Electrique, par ailleurs seul client de la régie), production et distribution de gaz de houille, production et distribution d'eau potable. Elle se structure en se dotant de locaux propres aménagés à la fin de 1928 rue de la Poyat, puis d'un règlement intérieur approuvé le 20 mai 1930, dès la publication des décrets d'application du texte de 1926, qui s'était fait attendre plus de trois ans. Le directeur administratif, qui est aussi un technicien, encadre le personnel technique avec le relais de chefs de service pour les trois activités. La régie connaît alors sa période d'activité maximale.

La guerre déclarée en 1939, puis surtout l'administration mise en place par le régime de Vichy en 1941, sont à deux doigts de la faire disparaître. Les difficultés d'approvisionnement et les problèmes de main d'œuvre sont réels. Mais ce sont des décisions de la délégation spéciale, chargée des affaires communales, qui orientent la régie vers sa dissolution : le directeur est limogé, le siège commercial mis à la disposition de la Légion française des combattants et des pourparlers sont conduits au cours des années 1942-1943 avec des sociétés privées en vue de la cession des trois branches, eau, gaz et électricité. Les opérations de repréailles des troupes allemandes, qui aboutissent notamment à la déportation du maire Paul Delacour en avril 1944, interrompent le processus. A la Libération, la cession de la branche gaz, largement déficitaire, à la Société générale des gaz du Midi, est entérinée par le conseil municipal réinstallé dans ses fonctions. La branche électricité, qui, pour diverses raisons, n'a pas encore fait ses preuves comme source de revenus conséquents pour la ville, mais dont on espère une prochaine rentabilité, reste dans le giron de la régie, de même que le service eau, dont la gestion ne pose pas encore de problème technique particulier. La loi de nationalisation des industries électriques et gazières en 1946 laisse subsister le régime

des régies municipales et a pour seule conséquence, dans le cas présent, de remplacer l'Union électrique par EDF comme client unique de la régie de Saint-Claude.

Pendant les années d'après-guerre, l'organisme connaît surtout des problèmes de personnel ; il est très difficile, notamment, de trouver et de rémunérer un directeur, qui soit aussi un ingénieur spécialiste en hydroélectricité, comme l'exige le cahier des charges de la concession d'Etat. L'activité eau, d'autre part, requiert des compétences de plus en plus complexes avec la sensibilisation de la population à la qualité de l'eau potable : désinfection et contrôle avant distribution, traitement des eaux usées et amélioration du réseau d'assainissement. Prenant acte de cette évolution, à l'aube de son troisième mandat, la municipalité de centre droit conduite par le député-maire Louis Jaillon depuis 1953, reprend la gestion de l'eau et de l'assainissement en régie directe, avec la collaboration des services techniques municipaux. Le fonctionnement du « service des eaux et de l'assainissement », mis en route au 1^{er} janvier 1966, reste néanmoins étroitement mêlé à celui de la régie : mêmes locaux, même personnel administratif.

La régie, qui n'est plus que « d'électricité », va encore perdre de son importance en 1974, toujours sous l'égide de L.Jaillon, lorsque la gestion des installations hydroélectriques, qui produisent en moyenne 20 millions de kilowatts/an, est déléguée aux exploitants d'une autre centrale, située en aval sur la Bienne, qui se constituent pour l'occasion en société des Forces motrices de l'Ain et du Jura, dite FMAJ. Elle n'a plus, à partir de ce moment-là, qu'un président, adjoint au maire qui fait aussi office de directeur, et un agent administratif, qui continue à assurer la comptabilité du service des eaux et de l'assainissement, affermé à la Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage en 1976.

En 1991, la municipalité « divers droite » issue des élections de 1989, s'attelle dans un premier temps à la renégociation du contrat de délégation et décide finalement la reprise de la gestion en régie des installations hydroélectriques au 1^{er} janvier 1992 ; un directeur et des agents techniques sont recrutés et formés. Mais la majorité du conseil municipal ne suit pas le conseil d'exploitation et son président, Jean-Louis Millet, qui est aussi adjoint au maire : à la fin de 1994, elle concède l'ensemble des installations à EDF et prononce la dissolution de la régie d'électricité.

L'histoire du producteur de notre fonds s'arrête là, mais celle de la régie a rebondi en 2002-2003 : à l'initiative de J.-L.Millet, élu maire en 2001, une nouvelle régie a été mise en place pour gérer les perspectives créées tant par l'expiration du contrat avec EDF et de la concession d'Etat en 2007, que, de façon plus générale, par l'ouverture du marché de l'énergie à la concurrence organisée par la loi du 10 février 2000.

Historique de la conservation des archives

Les archives de la régie ont été conservées au siège : 14 rue de la Poyat jusqu'en 1939, puis 2 avenue de Belfort, dans les locaux de l'ancien tribunal, de 1940 à la démolition du bâtiment en 1970. Le siège de la régie électricité, ainsi que celui de service des eaux et de l'assainissement, sont alors transférés 24 rue Rosset, dans l'ancienne usine Bavoux-Lançon qui servait jusque là d'annexe au collège. Il semblerait, d'après l'ancien secrétaire général, que seules les archives courantes aient suivi les services en 1970 ; les plus anciennes auraient alors été déposées en mairie avec les autres archives communales qui séjournaient elles aussi auparavant dans l'ancien tribunal.

En 1976, la gestion de l'eau est affermée à la Lyonnaise des Eaux qui vient occuper les locaux de la rue Rosset. Tous les plans du service, y compris du service électricité, ainsi que la série de dossiers topographiques constitués pour la gestion technique des réseaux, sont remis à la société fermière : ils se trouvent actuellement dans les locaux occupés par l'agence locale de la Sdei, qui a succédé à la Slee, boulevard Bellevue. Quant à la régie d'électricité et

au service des eaux, ils rejoignent alors la mairie ; un nouveau versement aux archives communales a dû se faire à ce moment-là. Des versements périodiques auront ensuite lieu au fur et à mesure de l'engorgement des placards du service. Et en 1991, une trentaine de boîtes contenant les différentes phases du projet de barrage d'Etables sont ramenées du bâtiment Bavoux-Lançon en cours de restructuration.

A ce moment-là, les documents sont regroupés sans ordre particulier, et pour partie en vrac, dans un même secteur du dépôt des archives communales, état qui va perdurer jusqu'à la présente opération de classement.

Parallèlement, au cours des années 1970, l'ensemble des archives communales connaît un début d'organisation, sous la houlette d'un élu bénévole et d'un administrateur retraité. Au fur et à mesure de l'avancement du classement des séries communales, une partie des documents de la régie y sont intégrés, pour permettre de les retrouver plus facilement : les budgets et les comptes en série L, les dossiers de travaux en série O (ces derniers, notamment, sont très souvent demandés pour le prêt ou la consultation).

Pour les mêmes raisons, les versements de dossiers techniques effectués à partir de 2000, date de l'informatisation du service des archives, sont inscrits dans la série W, qui, aux archives de Saint-Claude, concerne les documents postérieurs à 1982. Ils reçoivent un numéro spécifique au sein de cette série W, afin de les distinguer des archives propres à la commune.

Présentation du fonds

Ces aléas expliquent certaines lacunes et incohérences dans la constitution du fonds. Dans la mesure du possible, on a essayé d'y remédier par des réintégrations et des transferts. Les dossiers matériellement individualisés et classés dans des séries dont l'inventaire est encore provisoire, ont été extraits et joints à la présente sous-série 11O, créée pour l'occasion : il s'agit des dossiers de travaux aux installations hydroélectriques (cote provisoire précédente O 217.303), aux stations de traitement de l'eau effectués avant le rattachement du service des eaux à la ville (O 217.304.6) et de travaux en rivière pour la prévention des crues (O 229). Les budgets et comptes, mêlés et parfois reliés avec ceux de la ville, et qui bénéficient d'un inventaire définitif, sont restés en série L, avec les renvois nécessaires dans le présent répertoire. De même pour les articles inscrits en W, dont le transfert ne se justifiait pas puisqu'ils sont tous postérieurs à 1982.

Inversement, quelques dossiers du secrétariat général de la ville relatifs à la régie ont été sortis du présent fonds pour être reclassés dans une future sous-série 3 O. La comptabilité du service des eaux et de l'assainissement, tenue avec celle de la régie, a été laissée groupée avec cette dernière car il était matériellement difficile, voire impossible, de les scinder : bordereaux reliés ensemble par année, factures mêlées.

Au final, le fonds présente un certain déséquilibre : si l'activité électricité est bien représentée, avec des archives administratives, comptables et techniques complètes sur l'ensemble de la période, les activités eau et surtout gaz le sont beaucoup moins. Des documents issus de l'activité eau et assainissement (1928-1965) se trouvent pour partie dans les dossiers de la ville, classés en série O, pour partie, comme on l'a vu, dans les locaux de la société fermière. Pour l'activité gaz (1928-1945), il subsiste un dossier dans le fonds communal (cote provisoire O 217.302) mais le sort des archives de l'usine à gaz n'a pu être éclairci : une partie a sans doute été remise à la Société générale des Gaz du Midi, qui l'a acquise en 1945, mais on ne les retrouve pas dans le fonds de cette société actuellement conservé par EDF-GDF. Plus rien ne subsiste en tout cas dans les locaux de GDF à Saint-Claude.

Compte tenu de ce déséquilibre, le cadre de classement adopté a été induit par les documents les plus nombreux et les plus variés, c'est-à-dire ceux qui ont été produits par l'activité électricité. Selon le cas, les activités eau et gaz sont ou ne sont pas représentées dans chacune des rubriques du plan. Celui-ci s'inspire du cadre de classement des archives d'entreprise diffusé par la direction des Archives de France, avec quelques adaptations dues, d'une part, au statut de la régie, établissement public doté d'une administration propre et de l'autonomie financière, d'autre part, à la nature des activités (production et distribution).

Lors du classement, on a pris le parti de conserver la plupart des documents, ou au moins de larges échantillons, car il a été constaté que ce type de fonds n'est pas fréquent dans les archives publiques et communales en particulier. Un peu partout, les régies évoluent vers des formes de sociétés d'économie mixte, ou vers la privatisation et leurs archives n'aboutissent pas forcément au service d'archives dont elles relevaient au départ. On a toutefois procédé à des éliminations dans la comptabilité et les documents sériels issus de la gestion du personnel (cf. liste en annexe).

La série peut être considérée comme close, à l'exception de quelques pièces importantes mais matériellement peu encombrantes (rapports, contrats) restées dans le service et signalées dans les analyses du répertoire : on peut envisager de les réintégrer à leur versement. Pour le reste, la société fermière, détentrice de plans et de dossiers provenant du service eau pour l'essentiel, n'envisage pas, pour le moment, de les remettre à la commune ; ils restent néanmoins des archives publiques, destinées de droit à réintégrer les fonds communaux à expiration de leur durée d'utilité technique.

Les dossiers en cours, gérés dans le service, seront inscrits en W en cas de versement, sous des numéros propres, ainsi que les archives produites par la nouvelle régie, créée en 2002.

Pour le classement du fonds, on a privilégié la coïncidence de l'unité matérielle, soit une boîte de 9 à 10 cm de largeur, avec l'unité intellectuelle de description, l'article ; certaines cotes peuvent par conséquent être composées de plusieurs sous-dossiers quelque peu disparates. D'autre part, plusieurs dossiers émanant de directeurs qui n'étaient pas des administratifs (ingénieur, adjoint au maire) ont été laissés « dans leur jus » : leur état reflète le type de gestion des affaires à ces moments-là.

L'ensemble du fonds suit la règle de communicabilité des archives publiques, définie par le Code du Patrimoine (art. L.213-1 et 2), en l'occurrence 30 ans pour les dossiers de fonctionnement, à l'exception des dossiers relevant du secret industriel et commercial (60 ans), du contentieux porté devant juridiction (100 ans) et des dossiers de personnel (120 ans à compter de la date de naissance) ; les délibérations des conseils et les comptes sont immédiatement communicables.

Pour la rédaction du répertoire et des analyses en particulier, on a suivi la norme ISAD-G mise à jour en 2005, complétée par les préconisations de la Direction des Archives de France contenues dans *Les instruments de recherche dans les archives*, par C.Nougaret et B.Galland (1999), et précisées dans la note DITN_RES-2005_005 du 13 juin 2005. La présentation des noms de collectivités dans l'index alphabétique est inspirée de la norme NF Z 44-060. L'organisation du tableau méthodique des mots matières est calquée sur celle du *Thésaurus W* (Direction des Archives de France, 1997).

BIBLIOGRAPHIE SOMMAIRE

1° Ouvrages généraux

▪ Production et distribution d'énergie : histoire et guide de sources

BERTHONNET (Arnaud) (dir.), *Guide du chercheur en histoire de l'électricité*, Paris, La Mandragore et Fondation EDF, 2001, 352 p.

Contient une table des articles parus dans le *Bulletin d'histoire de l'électricité*.

L'électricité en France : sélection des documentations disponibles sur l'électricité et ses applications, Paris, EDF-Sodel Conseil, 1985.

LEVY-LEBOYER (Maurice) et MORSEL (Henri) (dir.), *Histoire générale de l'électricité en France. Tome 2 : L'interconnexion et le marché 1919-1946*, Paris, Fayard, 1994.

Mémoire écrite de l'électricité et du gaz : les archives des anciennes sociétés, Paris, EDF-GDF, 1990. Tome 1 : introduction et notices ; tome 2 : notices, index et cartes.

PAQUIER (Serge) et WILLIOT (Jean-Pierre) (dir.), *L'industrie du gaz en Europe aux XIXe et XXe siècles. L'innovation entre marchés privés et collectivités publiques*, Bruxelles, Peter Lang, 2005, 608 p.

Importante bibliographie pour la France p. 317-413.

La production d'électricité d'origine hydraulique : rapport de la commission de la production d'électricité d'origine hydraulique, Paris, Ministère de l'industrie et de la recherche, 1976.

Périodiques

Annales historiques de l'électricité, Paris, Fondation EDF-Histoire, 2003-

Fait suite à *Bulletin d'histoire de l'électricité*, Paris, Association pour l'histoire de l'électricité en France, 1983-2000.

Table dans BERTHONNET (A.), *Guide du chercheur en histoire de l'électricité*, 2001 (op. cit.).

Comporte un bulletin bibliographique.

« Archives municipales et patrimoine industriel », n° spécial 168 de *La Gazette des Archives*, Paris, Association des archivistes français, 1995.

Site internet

www.industrie.gouv.fr/energie/hydro/donnees

Site du ministère de l'Economie, des finances et de l'industrie, rubrique « L'énergie hydroélectrique » - sommaire : présentation générale – textes de référence – statistiques – contacts – autres sites.

▪ Energie et collectivités locales : aspects juridiques

BENSOUSSAN (Alain) et al.. (dir.), *L'électricité et le droit*, Paris, Lavoisier, 2001.

Pose le cadre juridique du secteur de l'électricité après la loi du 10 février 2000 sur l'ouverture à la concurrence du marché de l'énergie et précise le cas des collectivités locales détentrices de droits spéciaux.

FNCCR, *Les collectivités locales et l'énergie : économie et politique d'un nouveau service public*, Paris, Imprimerie Nationale, 2001.

FNCCR, *Les communes et l'électricité en France et en Europe*, Paris, Imprimerie Nationale, 1997, 124 p.

GINOCCHIO (Roger), *Législation de l'électricité : production, transport, distribution*, Paris, Eyrolles, 1977, nouv. éd.

L'auteur a été dirigeant d'EDF et administrateur de la régie de Saint-Claude en tant qu'adjoint au maire.

POIRET (Jean), *Droit de l'hydroélectricité*, Paris, Economica, 2004, 2 vol., 2664 p.

VIGUIER (Jacques), *Les régies des collectivités locales*, Paris, Economica, 1992.
Publication de thèse.

Périodique

La revue d'Electricité et de Gaz de France, Paris, EDF-GDF, 1946-1948
devient *Cahiers de documentation juridique*, 1949-1951
devient *Cahiers juridiques de l'électricité et du gaz*, Paris, Daloz, 1952-

Sites internet

www.anroc.com

Site de l'Association nationale des régies de services publics et des organismes constitués par les collectivités locales (ANROC) – notamment la page de présentation « Les entreprises locales de distribution (ELD) ».

www.fnccr.asso.fr

Site de la Fédération nationale des collectivités concédantes et régies (FNCCR)

▪ Personnel des industries électrique et gazière

HUGUET (Jean-Marc), *La formation d'une élite ouvrière. Industries électrique et gazière 1940-1970*, Paris, L'Harmattan, 2005, 320 p.

RAMBAUD (Hervé), *Le régime de sécurité sociale des industries électriques et gazières*, s.l., s.n. [Université Lyon 3], 1989, 380 p.

▪ L'industrie pendant la Seconde guerre mondiale

Guide des sources d'histoire de la Seconde Guerre Mondiale conservées en France, Paris, Archives Nationales, 1994.

BEAUME (Florence), MACHEBOEUF (Agnès), ROBERT (François), *Archives des services régionaux du ministère de la production industrielle (circonscription de Lyon) 1941-1943. Versement 130 W*, Lyon, Archives départementales du Rhône, 2001.

Introduction historique par F.Robert p.13-42 ; bibliographie p. 47-48.

Site internet

<http://gdr2539.ish-lyon.cnrs.fr>

Site du groupement de recherche 2539 du CNRS sur les entreprises françaises sous l'Occupation.

Notamment les comptes-rendus du colloque d'Arras « Les entreprises du secteur de l'énergie sous l'occupation » (2004, actes à publier) et du 5^{ème} colloque « Le travail dans les entreprises sous l'Occupation » (2006).

2° Etudes régionales

▪ Saint-Claude et Haut-Jura

ALABOUVETTE (Monique), « L'usine à gaz », in *Bulletin annuel n°16*, Saint-Claude, Les Amis du Vieux-Saint-Claude, 1993, p. 29-31.

BOCCHIO (Pierre), « La Mutuelle électrique du Haut-Jura », in *Bulletin annuel n°4*, Saint-Claude, Les Amis du Vieux Saint-Claude, 1980, p. 3-8.

ROSSI (Véronique), « L'électrification de Saint-Claude », in *Bulletin annuel n°24*, Saint-Claude, Les Amis du Vieux Saint-Claude, 2001, p. 57-59.

Schéma et chronologie.

ROSSI (Véronique), *Saint-Claude au fil des rues et des ponts, urbanisme et microtoponymie*, Péronnas, La Tour Gile, 2000.

Notamment p. 42 (centrale électrique), p. 54 (barrage), p. 89-91, 99-100 (gaz).

▪ Jura et régions limitrophes

LA FOUCRIERE (J.), VARASCHIN (A. et Denis), *Le Haut-Rhône, force et lumière*, La Luiraz, LL, 1987.

MOISSONNIER (Maurice), *De Charmines à Saint-Vulbas, une histoire des travailleurs du gaz et de l'électricité du Jura, des pays de l'Ain et du Beaujolais*, Bourg-en-Bresse, CCAS, 1995, 161 p.

Notamment le chapitre « L'Union électrique : les fondateurs jurassiens », p. 104 et suivantes.

MORSEL (Henri) (dir.), *Gaz et électricité à Lyon 1820-1946*, Lyon, 1992, 3 vol. : 386 + 384 + 390 p.

PAQUIER (Serge), *Histoire de l'électricité en Suisse. La dynamique d'un petit pays européen (1875-1939)*, Genève, Passé présent, 1998.

Version publiée d'une thèse parue en 1997. Importante bibliographie valable également pour la France.

RETY (Anne), *L'électrification du département de l'Ain, des origines à la nationalisation (1884-1946)*, maîtrise d'histoire, Université Lyon 3, 1996, 186 p. + annexes.

Cité dans : TARDY (Roger), « L'électricité dans le département de l'Ain jusqu'en 1914 », in *Longtemps l'archiviste s'est levé de bonne heure... Mélanges offerts à Paul Cattin*, Bourg-en-Bresse, Les Amis des archives départementales de l'Ain, 2003, p. 170.

ROBERT (François), *Les archives d'entreprise en Rhône-Alpes aux XIXe-XXe siècles : guide documentaire*, Lyon, Maison Rhône-Alpes des sciences de l'homme, 1993.

VARASCHIN (Denis), *La Société lyonnaise des forces motrices du Rhône (1892-1946)*, La Luiraz, 1996, 3 vol.

Il s'agit de la société qui a électrifié Oyonnax, ville voisine de Saint-Claude.

Abondantes références, notamment aux rubriques suivantes :

- Tome 2, p.1188-1189 : Bibliographie, *Hydraulique et hydroélectricité* ;
- Tome 3, p. 1147-1148 : Sources imprimées, *Le monde de l'hydroélectricité* ;
- Tome 3, p. 1186 : Bibliographie, *Histoire de l'électricité*.

VUILLERMOT (Catherine), « L'électrification du Jura des origines à la nationalisation (1892-1946) », in *Travaux 1986-1987*, Lons-le-Saunier, Société d'Emulation du Jura, 1988, p. 255-270.

VUILLERMOT (Catherine), *L'Union électrique, un demi-siècle d'électricité (1895-1946)*, DEA, Besançon, Université de Franche-Comté, 1986, 139 p. + 84 p. annexes.

▪ Autres régions (publications récentes)

L'aventure de Gaz et Electricité de Grenoble. Cent ans d'énergie 1903-2003, Grenoble, Glénat, 2004, 142 p.

LARGESSE (Pierre), RIBIERE (Maurice), RIGOU (Bénédicte), *Histoire de la distribution d'électricité à Elbeuf*, Elbeuf, Régie d'électricité d'Elbeuf, 2003, 96 p.

Sorégies, 80 ans de défis 1925-2005, Poitiers, Siedv et Sorégies, 2005, 95 p.

Histoire de la Régie d'électricité de la Vienne, devenue en 2005 une société d'économie mixte : Sorégies.

SOURCES COMPLEMENTAIRES

1° Internes : Archives municipales de Saint-Claude

Séries modernes (jusqu'en 1982)

6 D 1 - Contentieux relatifs à la construction du barrage d'Étables :

- contentieux P.Bossi adjudicataire des carrières d'Étables vs/ Debachy constructeur du barrage, (1928-1940) ; contient notamment un plan des terrains concernés par le barrage ;
- affaire Debachy, pourvoi en Conseil d'État et extinction de la créance (1932-1955).

1 L 1 – Documents budgétaires annexés à ceux de la ville : budget primitif, budget supplémentaire, compte administratif (1965-1982).

1 L 3 – Comptes du receveur relatifs à la régie : grand livre, livre de détail, journal général (1930-1965).

O 217.302 (cote provisoire) – Gaz :

- projet de construction d'une usine à gaz à La Patience : exposé, délibération, arrêté préfectoral (1927) ;
- controverse sur le prix du gaz avec la Ligue sanclaudienne de défense économique (1930-1931) ;
- cession de l'usine à gaz et concession de la distribution de gaz à la Société des Gaz du Midi : pourparlers, convention (1944-1945).

Série W (depuis 1983)

W : documents budgétaires annexés à ceux de la ville.

205 et 219 W : travaux au barrage (1985-1994).

310 W 11 : fonctionnement et affaires diverses - dossier du secrétariat général de la ville relatif à la régie (1990-1996).

Fonds privé – non coté

Fonds P.Bocchio, directeur de la régie de 1951 à 1964.

Contient notamment un plan de la centrale de Porte-Sachet.

2° Externes

Archives nationales

87 Q : dossiers de nationalisation et d'indemnisation des compagnies électriques (1946).

Archives départementales du Jura

7 S - Service hydraulique

Sp 2700 : barrage d'Étables (1926-1943).

Ce dossier a été extrait du versement de la direction départementale de l'Équipement 2015W intitulé « Dossiers d'électrification par commune » ; il concerne la concession, les expropriations, l'acquisition du Moulin de Lizon (1926-1932) ainsi que le récolement et l'autorisation de 1943. Il ne contient pas de plan.

8 S - Mines et énergie

Sp 3183 : construction d'une usine sur la Bienne (1926).

Concerne l'usine hydroélectrique de Porte-Sachet.

Sp 4972 : Saint-Claude (1922-1964).

Sp 4998 : régie de Saint-Claude (1932-1961).

Archives d'EDF-GDF

6 rue de l'Usine à gaz – 41000 BLOIS

Fonds des anciennes sociétés

21.19 : Union électrique

43.14 : Société des Gaz du Midi.

780164 – Activité technique : rapports mensuels de l'exploitation

Sous dossier Saint-Claude gaz (1946-1947).

780168 – Personnel : situations des retenues sur salaires pour les organismes sociaux.

Sous-dossier Saint-Claude (1945-1947).

780172 – Personnel : bulletins de paie des agents.

Sous-dossier Saint-Claude (1946-1947).

780179 - Nationalisation : correspondance relative à la comptabilité, échangée entre EDF et les exploitations avant leur intégration aux centres de distribution (de M à S).

Sous dossier « Saint-Claude » (1946-1947).

Archives de la SDEI

Agence de Saint-Claude

16 Boulevard Bellevue – 39200 SAINT-CLAUDE

Cette société conserve des documents techniques remis à la Slee par le service des eaux de la ville de Saint-Claude lors de l'affermage de la gestion du réseau d'eau potable et d'assainissement en 1976 :

- plans des réseaux et des ouvrages : 196 unités sur calque numérotées et inventoriées ; 17 de ces plans proviennent du service électricité ;
- dossiers topographiques, alimentés par la société fermière jusqu'au début des années 1980 et classés par ordre alphabétique (4 mètres linéaires environ).

Fonds non ouvert au public.

REPertoire NUMERIQUE

Sigles et abréviations utilisés

N.B. Les sigles développés au sein de la même analyse figurent seulement dans l'index.

ANROC	Association Nationale des Régies de services publics et des Organismes constitués par les Collectivités locales
bibliogr.	bibliographie
ca.	circa
CADA	commission d'accès aux documents administratifs
CD	chemin départemental
CE	conseil d'exploitation
CEM	Compagnie électro-mécanique
CGE	Compagnie générale électrique
CGT	Confédération générale du travail
CM	conseil municipal
CRME	centre régional des mouvements d'énergie
dactylogr.	dactylographié
DRIR	direction régionale de l'industrie et de la recherche
EDF	Electricité de France
FLN	Front de libération national
FMAJ	Forces motrices de l'Ain et du Jura
FNCCR	Fédération nationale des collectivités concédantes et régies
GDF	Gaz de France
ill.	illustrations
IVD	invalidité vieillesse décès
J.O.	Journal Officiel
lac.	lacunes
MT	moyenne tension
n. et bl.	noir et blanc
PLM	Paris-Lyon-Méditerranée
Pr.	professeur
PTT	Postes, télégraphes, téléphone
s.d.	sans date
s.l.	sans lieu
s.n.	sans nom
SA	société anonyme
Sarl	Société à responsabilité limitée
SDEI	Société de distribution d'eau intercommunale
SGE	Société générale d'entreprises
Slee	Société lyonnaise des eaux et de l'éclairage
TA	tribunal administratif
TVA	taxe sur la valeur ajoutée
UE	Union électrique
vol.	volume
Vs.	versus
*	registre

SOMMAIRE

CONSTITUTION ET VIE DE LA REGIE	11 O 1-8
Création. Règlement. Organisation	11 O 1-2
Délégation. Cession	11 O 3-8
 ORGANES DELIBERANT	 11 O 9-24
Conseil d'exploitation	11 O 9-18
Conseil municipal	11 O 19-20
Président	11 O 21-24
 DIRECTION ET ADMINISTRATION	 11 O 25-48
Direction	11 O 25
Syndicats professionnels	11 O 26-31
Documentation administrative	11 O 32-36
Documentation technique	11 O 37-42
Assurances et sinistres	11 O 43-46
Mesures d'exception	11 O 47-48
 BATIMENTS ET INSTALLATIONS INDUSTRIELLES	 11 O 49-89
Siège et logements de fonction	11 O 49-50
Installations hydroélectriques	11 O 51-85
Concession	11 O 51-58
Travaux	11 O 53-78
Fonctionnement	11 O 79
Gestion de la retenue	11 O 80-84
Photographies	11 O 85
Usine à gaz	11 O 86
Réseau eau	11 O 87-89
 MATERIEL	 11 O 90-92
Inventaire	11 O 90
Véhicules	11 O 91
Contrôle technique	11 O 92
 PRODUCTION	 11 O 93-102
Statistique	11 O 93-97
Comptabilité matières	11 O 98-101
Achat de matières premières	11 O 102
 FINANCES	 11 O 103-182
Budget et compte de gestion	11 O 103-109
Comptabilité générale	11 O 110-134
Comptabilité annexe	11 O 135-142
Pièces comptables	11 O 143-170
Dépenses	11 O 143-167
Recettes	11 O 168-170
Réglementation et contrôle	11 O 171-172

Opérations financières	11 O 173
Fiscalité et taxes	11 O 174-182
COMMERCIALISATION	11 O 183-195
Energie électrique	11 O 183-190
Gaz	11 O 191
Eau	11 O 192-195
CORRESPONDANCE	11 O 196-210
PERSONNEL	11 O 211-259
Dossier individuel	11 O 211-215
Statut	11 O 216-219
Commission paritaire et avancement	11 O 220-223
Tableau des effectifs	11 O 224
Régimes spéciaux	11 O 225
Recrutement, notation et discipline	11 O 226-227
Rémunération	11 O 228-236
Temps de travail	11 O 237
Charges sociales	11 O 238-247
Retraite	11 O 238-244
Assurances sociales	11 O 245-246
Allocations familiales	11 O 247
Primes et avantages	11 O 248-250
Formation professionnelle	11 O 251
Représentation du personnel	11 O 252
Médecine et accidents du travail	11 O 253-255
Action sociale	11 O 256-258
Distinctions honorifiques	11 O 259

CONSTITUTION ET VIE DE LA REGIE

Création. Règlement. Organisation

- 11 O 1 Création et règlement.
 Régie du gaz : règlement général, règlement des abonnements, rapports de la direction et du conseil d'exploitation (1928-1930).
 Régie eau-gaz-électricité, mise en place et évolution statutaire : décrets du 26.12.1926 et du 17.02.1930 sur les régies, règlement intérieur et annexes, convention régularisant la situation vis à vis de la ville au 1.01.1931 (1930-1932), règlement intérieur modifié (1943-1991).
 Régie eau, réglementation propre : régime des eaux (1925), tarif des concessions (1937, 1939), règlement (1954).
 Documentation relative aux services communaux de distribution (1884-1953)
 Détail de la documentation. - Saint-Claude : règlement-tarif des concessions d'eau (1884 et 1904, ex. impr.), arrêté du maire rendant obligatoire un robinet par cour (1927). Lyon : tarif et règlement des services eau, gaz et électricité (1928). Champagnole : tarif (1936). Morez, Salins-les-Bains, Bellegarde-sur-Valsérine, Lons-le-Saunier, Besançon, Oyonnax : règlement (1931-1953).
1884-1991
- 11 O 2 Organisation générale : correspondance du maire et du directeur avec la préfecture et la sous-préfecture (1922-1939), renseignements communiqués aux autres collectivités, enquête préfectorale sur la situation financière des régies (1947), enquête annuelle d'entreprise (1956-1977), enquêtes et rapports divers (1928-1988).
1922-1988

Délégation. Cession

- 11 O 3 Cession des activités eau et gaz.
 Projet de cession des trois services : état des lieux par La Fiduciaire de France (1943). Projet de cession de l'activité gaz : propositions de l'Union Electrique et de la Société Générale des Gaz du Midi, état des consommations des établissements municipaux de 1929 à 1939, liste des ouvrages avec extrait du projet d'usine à la Patience [s.d.,1928], inventaires du matériel (1942-1944). Cession des installations hydroélectriques et de la concession de la chute d'Etables à l'Union Electrique : convention signée et inventaire annexé (1943). Cession de l'activité gaz, application des clauses du contrat : annuités de l'emprunt fait pour l'usine à gaz, bordereaux d'encaissement des redevances GDF, état de liquidation du service (1946-1961).
 Rattachement du service des eaux à la ville : délibérations (1965).
 Affermage du service Eau et assainissement à la Société Lyonnaise des Eaux et de l'Eclairage = Slee, voyage d'étude du conseil municipal à Nice et Grasse : état financier (1976).
 La cession du service électrique formalisée en 1943 n'a pas été suivie d'effet. Pour la cession du service gaz à la Société des Gaz du Midi (1945) et l'affermage du service eau et assainissement à la Lyonnaise (1976), le dossier principal se trouve respectivement en O 217.302 et en O 217.304 (cotes provisoires).

1942-1976**Gestion déléguée des installations hydroélectriques**

- 11 O 4 Projet de cession à EDF puis de mise en gestion par le secteur privé. - Affaires suivies par le secrétaire de la régie : procès-verbal de réunions, état du personnel, copies de documents historiques, correspondance. Affaires suivies par le directeur-secrétaire général de la mairie : correspondance, délibérations du conseil municipal, pièces générales relatives à la régie, notes techniques remises par l'ancien directeur P.Bocchio.

Détail des affaires suivies par le secrétaire général. - Pourparlers avec EDF ; relations avec M.Ginocchio adjoint ; pourparlers avec les frères Triol et les autres soumissionnaires (Simonin, maire de Langeac et Houille Blanche) ; relations avec la circonscription électrique de Dijon ; situation du personnel eau et électricité ; aspect fiscal de la vente.

1972-1974

- 11 O 5 Délégation de gestion à la Sarl Forces Motrices de l'Ain et du Jura = FMAJ. Convention, élaboration et modifications : projet, exemplaire approuvé, annexe et rectificatif, procès-verbal de constitution de la société FMAJ, rapports de visite, état des lieux, inventaire, avenants n°1 à 3 , procès-verbal de remise des installations à la régie.

Rapports avec les riverains : autorisation de passage à La Biennoise, transaction avec la marbrerie Rocamat à Molinges (1989).

Rapports avec le concessionnaire, aspects techniques et financiers : facture des frais de gestion, correspondance, document technique, comptes d'exploitation ; affaires de personnel, controverse sur le remplacement de l'agent de surveillance du barrage.

1 planche de 4 photos couleur collées sur papier est jointe au dossier de remise des installations (1991).

1975-1991

- 11 O 6 Projet de renouvellement de la convention et reprise en régie directe. - Négociations avec MM. Triol, dirigeants de la Sarl FMAJ ; soumission SCAHE = Société de construction et d'aménagement hydroélectrique ; DRIR = Direction régionale de l'industrie et de la recherche : projet de convention, correspondance ; expertise Veritas : devis, rapport de vérification des installations électriques, courriers divers, procès-verbal de réunions du CE, délibérations du CM ; reprise de gestion en régie directe : délibérations, invitations au repas de la régie, coupures de presse.

Le rapport général Veritas est resté dans le service en 2006.

1989-1992

- 11 O 7 Délégation de gestion à EDF et dissolution de la régie : dossier d'appel d'offres, projet de convention, pourparlers, contrat d'exploitation, rapport du liquidateur, certificat de remise d'un fusil aux archives.

1994-1996

- 11 O 8 Contentieux relatifs à la délégation. - Recours au tribunal administratif et à la CADA par un candidat évincé exploitant de la micro-centrale de Sous-le-Pré (1988-1993). Recours au tribunal administratif par Jean-Louis Millet, président de la régie vs. Ville de Saint-Claude (1994-95).

Affaire P. (1988-1993), détail des sous-dossiers. - Proposition de gestion (1988) ; refus d'autorisation de plaider au nom de la ville de Saint-

Claude, recours au tribunal administratif et au Conseil d'Etat (1988-1991) ; refus de communication de document administratif, recours à la CADA et au TA 1991-1992 ; règlement d'eau de la micro-centrale de Sous-le-Pré : arrêté préfectoral 1993.

1988-1993

ORGANES DELIBERANT

Conseil d'exploitation

- 11 O 9-12 Registre des délibérations. **1922-1994**
- 9 1922-1949*
4 volumes sans table des matières.
- 10 1949-1979* ; répertoire alphabétique (1951-1979)*
2 volumes ; le registre des délibérations comporte une table des matières en annexe.
- 11 1980-1990
- 12 1991-1994
- 11 O 13-17 Réunions : procès-verbal, extrait des délibérations, pièces de séance. **1922-1978**
- 13 1922-1923, 1932-1941
- 14 1942-1956
- 15 1957-1962
- 16 1963-1966
- 17 1967-1978
- 11 O 18 Membres, nomination et démission : correspondance, arrêté du maire (1920-1923, 1942-1994) ; indemnités de fonction au président et au vice-président : délibérations, notes de calcul, circulaire FNCCR (1953-1989). **1920-1994**

Conseil municipal

- 11 O 19-20 Délibérations relatives à la régie : extrait. **1920-1951**
- 19 1920-1940
- 20 1941-1951

Président du conseil d'exploitation

- 11 O 21-22 Dossiers personnels du président Georges Gaignou (classement thématique).
Ces dossiers sont en majorité composés de doubles mais comportent aussi des originaux.
- 21 Réunions, repas et visites du conseil d'exploitation (1960-1987) ; compte de gestion ; personnel muté à EDF (1974) ; taxe professionnelle (1982) ; application de la loi pêche (1984-85) ; vidange de la retenue (1986) ; litige avec les Cartonnages de la Patience a/s taxe sur l'électricité ; photographies d'un barrage (s.l. s.d., 1983 ?).

- 1960-1987**
- 22 Affaires diverses (1981-1988). Crues de la Bienne et du Tacon : « album souvenir » (1950-1992).
Typologie de l'album : copies de rapports, de correspondance, de cartes et de plans, coupures de presse, photographies collées sur papier.
- 1950-1992**
- 11 O 23-24 Dossiers personnels du président Jean-Louis Millet (classement thématique).
Les documents antérieurs à 1989 sont des doubles ; les autres dossiers comportent un certain nombre d'originaux.
- 1989-1994**
- 23 Statut et historique de la régie, documentation : loi de 1946 sur les nationalisations, extrait du Code des communes de 1988, projet de révision du contrat de gestion de 1981, courriers et documents FMAJ, lettre de René Chambard ancien membre du conseil d'exploitation (1989). Autres installations hydroélectriques, documentation : plaquettes de l'usine électrique de Metz, de Rottenburg-am-Neckar, de la régie de Tignes. Crues, problèmes techniques et affaires diverses.
Détail des affaires diverses. - Crue du 14 février 1990 : réponse à M.Poggiali conseiller municipal (1992) ; pluviométrie (1976-1984) ; chasses et vidanges (1976-1982) ; crues de 1952 à 1958 : dossier documentaire ; CIME = Centre Interrégional de l'Energie de l'Est : copies de courriers, coupures de presse (1987-1988) ; incident sur alternateur, expertise et remise en état du groupe G3 : correspondance Triol et Laborde et Kupfer-Repelec (1991-94) ; tir de mines à la zone industrielle d'Etables : correspondance Manzoni-Bouchot (1990) ; état des ouvrages : rapport Mathieu (1974), procès-verbal de visite (1978, 1986), document FMAJ (1978) ; application de la loi pêche, débit réservé et classement de la Bienne : notes sur le projet de loi, interventions parlementaires, presse, courriers divers (1989-90).
- 24 Personnel, recrutement de surveillants au départ en retraite du titulaire : correspondance avec les candidats, rapport de stage établis par les candidats retenus (1989-1992). Finances : tarif de vente à EDF, rapport de production, pièces préparatoires au budget (1989-91).
Les rapports de stage comportent un descriptif technique des installations hydroélectriques.

DIRECTION ET ADMINISTRATION

Direction

- 11 O 25 Fonctionnement de la régie, généralités et affaires diverses : dossiers de la direction. – Ensemble de la régie : documents statistiques et nominatifs, consignes (1937-1942). Service électricité : dossiers du directeur Pierre Bocchio relatifs aux affaires en cours, aux crues et usiniers du Tacon, au canal du Tomachon (1957-1964). Service des eaux : législation, documentation technique, notes de service, communiqués à la presse et aux particuliers (1930-1965). Archives : inventaires (ca.1939-1948), liste des factures archivées (1972-1975), papier à en-tête vierge (ca. 1930, 1992).

Contient notamment : une liste des instituteurs possédant le gaz et une liste des industriels ayant versé une subvention à l'Ecole pratique (1941) ; des relevés météorologiques (octobre 1941-mai 1942) ; un barème de prix des travaux et d'horaires de la Chambre syndicale des entrepreneurs en bâtiment (1937) ; le compte-rendu d'une réunion avec la ville au sujet du manque d'eau (1930) ; un avis aux habitants de Lamoura et Septmoncel au sujet des captages des Foules et Montbrillant (1952).

1930-1992

Syndicats professionnels

11 O 26-30 Fédération [« des représentants » *puis*] nationale des collectivités concédantes et régies = FNCCR.

1941-1992

26 Statuts, réunions, journées d'études et congrès, cotisation de la régie : circulaires, correspondance, comptes-rendus.
 Détail chronologique : statuts (1941) ; congrès (1953, 1961, 1963).

27-30 Bulletin d'informations « Les services publics communaux et départementaux » : n°1-10 (lac.) et 133-165 (1946-1988).

27 1946-1948, 1981-1/1983

28 2/1983-1984

29 1985-1986

30 1987-1988

11 O 31 Autres syndicats, fonctionnement interne et adhésion de la régie.
 Forces motrices autonomes = FMA : statuts, compte-rendu d'assemblée générale, n°1219 de l'hebdomadaire « Le Petit meunier » (1951-59).
 PRODISERGE = Syndicat professionnel des producteurs d'énergie et des services publics autonomes : statuts, appel de cotisation (1949-1950).
 SNAPRADEL = Syndicat national de la production autonome d'électricité : compte-rendu d'assemblée générale, correspondance, appel de cotisation (1955-1967).
 EAF = Electricité autonome française : comptes-rendus de réunions, circulaires diverses (1992-1993)
 Collectif d'associations FNCCR-ANROC-SPEGNN : annuaire des collectivités adhérentes (1976, 1986, 1990)
 Le dossier SNAPRADEL comporte une fiche d'identification de la régie (1958) et un rapport sur les micro-centrales du Haut-Jura (1962).
 L'EAF résulte de la fusion de Snapradel et Prodiserge.

1949-1993

Documentation administrative

11 O 32-33 Questions administratives : circulaires FNCCR et EDF, publications des Journaux Officiels, autres documents imprimés (classement thématique).

1926-1988

32 Législation générale : memento du J.O., extraits et commentaires ; statut juridique des régies ; bibliographie ; questions financières.

- Contient notamment un exemplaire du décret du 26.12.1926 sur les régies (édition du Journal Officiel).
- 33 Questions diverses (1961-1964) ; marchés publics (1966-1983) ; nationalisations (1945-1962).
Contient notamment : un rapport sur les nationalisations électriques et gazières par Edmond Roux (1945), la loi du 8 avril 1946, un rapport sur l'activité d'EDF et GDF depuis la nationalisation (1948).
- 11 O 34-36 « Dictionnaire permanent fiscal », Editions législatives et administratives.
3 volumes à reliure mobile.
- 1961-1976**
- 34 1957-1964
35 1965-1976 (A-H).
36 1965-1976 (I-Z).

Documentation technique

- 11 O 37-40 Electricité : ouvrages édités.
- 1920-1986**
- 37 GIGNOUX (M.), BARBIER (R.).- Géologie des barrages et des aménagements hydrauliques.- Paris : Masson, 1955.- 343 p. : ill., bibliogr., index.
- 38-39 PACORET (Etienne).- La technique de la houille blanche et des réseaux et usines hydroélectriques.- Paris : Dunod, 1920-1925. – 3^e-4^e éd., 4 tomes en 5 volumes.- Mauvais état.
- 38 Tome 1 (2 vol.)
39 Tomes 2-4 (3 vol.)
- 40 EDF Direction de la distribution. - L'électricité en France : sélection des documentations disponibles sur l'électricité et ses applications.- Paris : EDF, 1986.
- 11 O 41 Electricité, gaz et eau : revues, circulaires. - « Le gaz et l'électricité », Paris (avril 1927) ; « ASEA Revue », Suède : n° 2-4 (1981) et n°1-3 (1983) ; « Instrumentation et systèmes », Paris : n°7 (1983) ; « Revue française de l'électricité », Paris : n°282 (1983) ; « Evacuation et épuration des eaux après usage », suppl. à « L'Eau » (juillet 1965) ; Actes des journées nationales de l'eau : « L'eau enjeu du XXI^e siècle » (1990) ; plaquette publicitaire Flygt s.d.
Electricité : circulaires FNCCR, Prodisège, EDF, textes officiels.
Contient notamment l'arrêté interministériel du 30 avril 1958 : « Conditions techniques auxquelles doivent satisfaire les distributeurs d'énergie électrique ».
- 1945-1960**
- 11 O 42 Eau et assainissement : revues.
« La technique de l'eau et de l'assainissement », Bruxelles : n°359-360 (1976).
« Techniques et sciences municipales » / Association générale des hygiénistes et techniciens municipaux : n°10 et 12 (1982), n°6 et 8-9 (1983).
« Bulletin d'information » / Agence de bassin Rhône-Méditerranée-Corse : n°1 (1971).
« Eaux... » / Agence de l'eau Rhône-Méditerranée-Corse : n°0-31 (lac., 1978-1989)
Le n°2 de « Eaux » est un numéro spécial Franche-Comté.

Assurances et sinistres

Barrage et usine hydroélectrique

- 11 O 43 Assurance des bâtiments et des outils d'exploitation. - Expertise des installations : offres, rapport global Roux (1968-1987), rapport détaillé Lecart (1991-93). Assurance du risque incendie auprès de la Mutuelle de Valence puis de La France : offres, délibérations, polices et avenants, dénonciation (1932-1983). Assurance du risque pertes d'exploitation auprès du Bureau Européen d'Assurances : police et avenants (1967-1975).
- 11 O 44-45 Assurance du risque chômage et bris de machines. Assurance multi-risques.
- 44 Police : délibérations, contrat et avenants ; sinistres : correspondance avec les Assurances Générales et Albingia (1940-1994).
- 45 Sinistre sur groupe 3 suite à un coup de foudre, contentieux avec la compagnie Albingia (1991-1999).

1940-1999

Services eau-électricité

- 11 O 46 Assurance des véhicules et du risque responsabilité civile, souscription et sinistres : délibérations du conseil d'exploitation, police, avenants , correspondance. – Véhicules (1931-1977, 1992). Responsabilité civile : police souscrite auprès de L'Alliance Sprinks par la régie pour le service électricité (1956-1968), copie de la police souscrite auprès de l'UAP = Union des assurances de Paris par FMAJ (1974), police souscrite auprès de La Prévoyance pour le service eau (1957-1976).
- Le sous-dossier véhicules comporte 6 clichés de l'accident De Hatten rue Auguste Lançon (1959).

1931-1992

Mesures d'exception

- 11 O 47 Mesures prises en période de conflit concernant l'ensemble de la régie et le service gaz.
- Etat de guerre, documentation générale : projet de règlement intérieur du Syndicat intercommunal d'émission de bons de paiement, texte de l'armistice avec l'Allemagne et l'Italie (1940).
- Contingentement industriel : circulaires ministérielles et syndicales (1941-1949). Mobilisation de l'usine à gaz, défense passive, relations avec les autorités allemandes, rationnement, approvisionnement, dommages de guerre : état du personnel fourni au Ministère de la Guerre (1936-39), circulaires et correspondance avec la Direction des Mines, le Centre Gazier lyonnais, le Comité d'organisation de l'industrie du gaz = Cogaz et le Syndicat professionnel de l'industrie du gaz (1941-44).
- Contingentement du coke pour le commerce et l'industrie : ordre de livraison de l'Union Gazière Lyonnaise (1943-1944). Gestion des goudrons : correspondance avec le Comptoir gazier des goudrons et la Compagnie du gaz de Lyon (1941-1943).
- Rationnement : ici généralités, voir aussi 11 O 102 (achat de matières premières).

1936-1949

- 11 O 48 Mesures prises en période de conflit concernant l'électricité.
Mobilisation civile du personnel : états nominatifs des effectifs, correspondance avec la 6^{ème} Circonscription Electrique et la 64^{ème} section des Electriciens de campagne (1937-1942). Mobilisation et défense des installations : correspondance avec le Ministère de l'Intérieur, les Ponts et Chaussées et l'Union Electrique (1937-1942), plan d'un abri de bombardement, enquête du Bureau de Coordination des Transports interrégionaux (1939), texte de Jules Moch « Le problème de l'électricité » (1939).
Réquisition par les autorités allemandes, classement Speerbetrieb (1943-44). Sécurité et remise en route de l'activité : circulaires, correspondance avec la sous-préfecture (1944-45).
Rationnement de l'électricité : circulaires ministérielles et syndicales (1941-1949).
Plan de défense passive : enquête préfectorale (1948).
Menaces d'attentat FLN, mesures préventives (1960).
- 1937-1960**

BATIMENTS ET INSTALLATIONS INDUSTRIELLES

Siège et logements de fonction

- 11 O 49 Appartement du directeur, réseau téléphonique et pavillon d'Etables. - Réfection de l'appartement du directeur à la Grenette et installation du chauffage central : devis et catalogue Degiorgi, factures Guillobez et Lançon (1936-1937). Installation et modification de lignes téléphoniques : notices PTT, devis Téléphone mixte, annuaire de la mairie, affaires diverses (1949-1974). Pavillon d'Etables, construction, entretien et location (1960-1993).
Pavillon d'Etables : détail des sous-dossiers. - Construction : permis de construire, acquisition de terrain Vuillaume, projet approuvé Favier, adjudication, marchés lots 1 à 8, factures hors marché (1960-1962). Occupants : correspondance (1961-1968). Chauffage du pavillon et de l'atelier de Porte-Sachet, installation : projet Munier, marchés *Société d'applications de l'air chaud pulsé* pour l'atelier et Sicomémetal pour le chauffage central du pavillon (1966). Façades, ravalement suite à un sinistre (1980-1981). Location : bail Clerc (1989-1993).
- 1936-1993**
- 11 O 50 Logement de fonction de Porte-Sachet. - Construction : marché Manzoni (1957) ; réparations : délibération (1961), devis Saintoyant (1967) ; surélévation : projet Favier et marchés (1966).
- 1957-1967**

Installations hydroélectriques

Concession

- 11 O 51-52 Concession par l'Etat de la chute d'Etables à la ville de Saint-Claude
- 1921-1993**
- 51 Concession initiale. - Demande et mise à l'enquête : mémoires explicatifs, rapport de l'ingénieur, plans et cahiers des charges, arrêté préfectoral (1921-1926) ; délivrance de la concession : décrets ministériels*, convention et cahier

des charges (1926-1933) ; contrôle des Ponts et Chaussées et du service des forces électriques : correspondance (1921-1941). Documentation, législation : circulaires FNCCR (1953-1960). Energie réservée : enquête de la 2^{ème} Circonscription électrique (1967), réglementation (1979-80). Incidence des travaux de voirie sur le CD 436 à Porte-Sachet et sur le parking Intermarché à La Patience : correspondance avec la DDE, attestation du géomètre (1990-1993).

Les décrets ministériels de 1926 concernent également la flottabilité de la Bienne.

- 52 Redevances liées à la concession.- Remboursement des frais de contrôle : titre de perception du Ministère de l'Industrie (1948-1978). Redevance proportionnelle à la production : déclaration annuelle (1950-1987). Loyer des installations dû à la ville par la régie : délibérations (1933-1974).

Travaux

- 11 O 53- 68 Construction d'un barrage sur la Bienne et d'une usine hydroélectrique à Porte-Sachet.

1920-1938

- 53 Etudes préliminaires. - Etude géologique aux lieux-dits Gorges d'Etables et Les Saints par C.Depéret (1920) ; jaugeage à la station de Chassal : courbes (1920 /1925-1927).
- 54 Avant-projet. - Avant-projet d'Albert Simon ingénieur-conseil : mémoire explicatif, plans (1920) ; projet Simon et Couchepin : plans, facture d'honoraires (1922).
- 55 Projet d'exécution et mise en œuvre : plans (s.d.), notes et rapports techniques, avis de l'inspecteur général des forces hydrauliques, calcul de résistance, correspondance des ingénieurs-conseils Simon, Thévenaz et Collin avec la municipalité Henri Ponard (1922-1929).
- 56-58 Projet d'adjudication (1923-1927).
 56 Dossier complet.
 57 Plans (classés par ordre numérique).
 58 Plans (classés par dossier).
- 59-60 Adjudication. - Lot génie civil : soumissions non retenues (1929).
 59 A.Borie, Société Générale d'Entreprises, Société Technique et Industrielle d'Entreprises, Theg à Paris ; L.Grosse à Aix-les-Bains.
 60 Société des Grands Travaux de Marseille ; correspondance avec les entreprises.
- 61-62 Adjudication. - Lot fourniture de matériel électro-mécanique : soumissions non retenues (1928).
 61 Compagnie Electro-mécanique, Société Générale d'Entreprises, Constructions Electriques de France ; correspondance avec les entreprises.
 62 SPE = Société Parisienne pour l'Industrie des Chemins de Fer et des Tramways Electriques, C.G.E.E. = Compagnie Générale

- 70 Plan parcellaire : 2^{ème} exemplaire.
- 71 Affaires relatives aux riverains.- Acquisitions et expropriations : autres plans parcellaires, réglementation, correspondance, procès-verbal récapitulatif (1927-1961). Eboulement du talus droit, différend avec la Compagnie de chemin de fer PLM = Paris-Lyon-Méditerranée : correspondance, 3 pochettes de photographies 13x18 et 18x24 cm (1932-1942). Plaintes des particuliers Vuillaume, Gattoliat et al...: correspondance du maire (1928-1935).
Ce dossier concerne également l'ensemble des travaux, notamment le procès-verbal récapitulatif des acquisitions qui comporte leur récolement (1943), et la correspondance du maire qui aborde le contentieux Debachy.
- 11 O 72-74 Travaux d'entretien au barrage. **1927-1978**
- 72 Vannes, dégrilleur et divers. - Vanne de vidange : correspondance et plans des Ets. Dunoyer, Pinguely et de la Société Alsacienne de Constructions Mécaniques (1941-43) ; ouvrage en béton, travaux d'entretien : marchés Baroni (1955 et 1963) ; vanne de fond, installation : projet Giacometti (1957) ; clôture des installations : correspondance avec La Biennoise, commande Thiolon (1965) ; volets déversoirs des vannes Stoney, remise en état suite à l'accident du 9.03.66 : correspondance avec l'assurance, commandes Tréfilerie et Câblerie de Bourg, B.Peingeon et al., 3 photographies collées sur planche (1966) ; chape sur piles, réfection : soumissions (1966) ; entrepôt en préfabriqué, construction : permis de construire (1967) ; vanne, équipement en tube d'étanchéité Néoprène : commande Phoenix (1968) ; radier de la passe centrale 2, réfection : marché Baroni, plans (1968-69) ; peinture sur vannes, grille et passerelle : marché Sagep (1969).
Dégrilleur, installation : avant-projets Dunoyer (1927-31), Jonneret-Joya et Warnier (1953), Joya (1960) ; projet d'acquisition de matériel d'occasion EDF (1967-68) ; marché et plans Boussant (1969) ; travaux préalables : marché Bois, autres factures dont Sicoméтал (1969-70) ; commande de pièces de rechange (1973).
- 73 Batardeau, acquisition et pose : marché Peingeon (1966).
- 74 Réfection des piles. - Examen du béton par le Laboratoire régional des Ponts et Chaussées avec le concours de M.Mandrillon ingénieur-conseil et marché Baroni (1969-70) ; auscultation de la partie immergée et injection de béton de régénération : plan Debachy (copie), marché Solétanche, compte-rendu des travaux (1972) ; piles 2 et 4, reprise de béton : factures Baroni et Solétanche (1975) ; pile 3 et mur bajoyer rive droite, grosses réparations de génie civil : marché Baroni (1977-78).
Les résultats de l'examen de béton de 1969 sont absents du dossier.
- 11 O 75 Travaux à la galerie d'amenée. - Réfection par l'Union Electrique : plan, rapport, décompte, correspondance, règlement (1943-49) ; réfection de la partie découverte : projet, délibérations, marché Baroni, 4 photos 6x7,5 cm (1949) ; recouvrement de la partie découverte entre Etables et Moulin de Lizon : plans,

marché Rémond (1957-58) ; réfection réalisée par l'entreprise Fachinetti : compte-rendu de visite, détail des travaux (1960-61).

1943-1961

11 O 76-78 Travaux à la Centrale de Porte-Sachet (classement chronologique).

1936-1991

76 Entretien et travaux de 1932 à 1970. - Fournitures et réparations diverses, marchés : procès-verbal de réception définitive (1936-1945) ; huile de graissage pour turbines : devis et essais (1932-1943) ; transformateurs d'intensité, achat (1953-54) ; matériel électromécanique, travaux d'entretien : correspondance et plans CGE Nancy (1950-55) ; garage-entrepôt, construction : projet Favier architecte, délibérations (1962-63) ; induit d'excitatrice et câble pour galerie immergée, réparations (1963-65) ; chargeur pour batterie flottante, achat : commande Coredel (1967) ; frein pour pont roulant, achat et pose par les sociétés Dickhoff et Pignon (1967) ; bielles : commande Neyrpic (1967) ; bagues et rondelles pour alternateur, achat : commande CGE Nancy (1963-64) ; matériel électrique, achat (1968)* ; extincteurs automatiques, achat : devis Biro Fils (1969) ; régulateur HP1 du groupe 1, révision : commande Alsthom-Neyrpic (1970).

Matériel électrique acheté en 1968 : sectionneur et disjoncteur Merlin-Gérin, disjoncteur avec boîte d'enclenchement Delle-Alsthom, régulateurs servo-moteurs Boussant. [Turbines : Plans mis à jour 1956 / 1959 : voir 11 O 260.](#)

77 Entretien et travaux de 1972 à 1991. - Groupe 2, remise en état suite au sinistre du 18.03.72 : correspondance avec l'assurance, factures Neyrpic, CEM et al.. (1972-75) ; déversoir et piliers, réparation : factures Baroni (1975) ; batterie de condensateurs, installation : devis, convention avec la FMAJ (1976) ; achat de disjoncteurs et travaux divers réalisés par la Sté FMAJ : liste, correspondance, autorisation de voirie (1976-77) ; passage de la tension à 20 kV, fourniture de matériel électrique : marché Alsthom, devis EDF (1980). Entrepôt annexe, démolition suite à un accident causé par le véhicule de G.Tacchini : correspondance avec l'assurance et la D.D.E., titre de recette (1982). Groupe de secours, projet d'installation non réalisé (1987-1991).

Détail du sous-dossier «groupe de secours ». - Demande de permis de construire, autorisation de travaux DRIR, descriptif technique, montage photographique (3 ex .) ; parcelle de terrain appartenant aux conjoints Cattand, demande de passage et acquisition ; FMAJ et Fédération de Défense de l'Environnement du Jura : correspondance.

Les travaux réalisés à partir de 1983 sont classés en W.

78 Groupes 1 à 4, réfection des alternateurs, des bobinages et [des induits d'excitatrice](#) : marchés Laborde et Kupfer, plans, essais (1965-1972).

Fonctionnement

11 O 79 Contrôle, études et affaires diverses.

Registre de l'exploitant (1932-1972) ; entretien des installations : feuilles de montage, constat (1935-1941) ; réclamations de la commune de Chassal, de la Veuve Lahu et de la Société Lyonnaise d'Eclairage usagers de l'aval (1936-1940) ; affaires diverses (1949-1977) ; 2^{ème} Circonscription Electrique, contrôle : dossier du barrage (1955), fiche descriptive (1960), fiche technique sécurité

(1970). Visite des installations : correspondance, rapport, photographies (1942-1978 et 1987). Etudes et enquêtes : notes techniques (1949-62), étude du Centre Interrégional de mouvements d'énergie de l'Est (1980), état annuel (1982-84), enquête du Comité français des grands barrages (1937-1944, 1982), enquête s.n. (1985).

Les affaires diverses comportent notamment : projet de barrage sur la Bienne en amont de Saint-Claude (1959), historique (1961 et 1977), crues, petits travaux, lâcher de canards, etc..

1932-1987

Gestion de la retenue

11 O 80 Rivière de Bienne, jaugeage du débit. - Mesures de débit au Faubourg Marcel et au limnigraphe de Chassal : profils et courbes, tableaux, notes techniques (1920-1959) ; cotes relevées à Chassal en période de crue : graphiques et tableaux (1950-56) ; stations de jaugeage des Chenaviers et de Chassal : mesures transmises par la Circonscription électrique Est, participation de la régie aux frais d'exploitation (1956-1974) ; niveau du barrage : courbe horaire (1992-1994).

1920-1994

11 O 81 Protection du Faubourg Marcel contre les crues.
Inondation des 11 et 12 novembre 1950, curage de la Bienne aux abords du pont du Gaz : étude de l'engrèvement, plans, marchés Manzoni, réponses aux usiniers (1951-52).
Crues de 1954-55 et 1957 : réclamations des usiniers et des sinistrés, rapports du directeur, mesures de débit rétrospectives 1910-1955, étude sur l'engrèvement et le dégrèvement par Neyrpic (1955), étude de l'effet de barrage sur les inondations du Faubourg Marcel par Sogreah (1958) ; dégrèvement du lit de la Bienne, soutien aux entreprises de dragage Péroche et Rémond et au projet Dotto et Blanc (1959-1963).
Crue de novembre 1976 : communiqué de presse.

1951-1976

11 O 82 Vidange de la retenue. - Tableau récapitulatif 1951-58 ; problèmes posés par la construction du pont du Plan d'Acier (1969-70) ; vidange de septembre 1991 : consignes, compte-rendu, constat de révision des turbines, rapport d'intervention par la Société de géologie Reile, correspondance avec la FMAJ ; vidange d'août 1993 : nouvelles consignes, autorisation préfectorale, étude d'impact par la Société Reile, 12 photographies couleur (1992-93)

1951-1993

11 O 83 Etudes. – Etude Sogreah : dossier topographique, étude hydraulique et de faisabilité (1984) ; relevés topographiques entre le barrage et le pont du Miroir par J.Michel géomètre (1993).
Relevés de 1993 : 2 ex. papier, 1 rouleau sur calque grand format rangé à part.

1984-1993

11 O 84 Bassin versant de la Bienne, projet de contrat rivière PNRHJ.

1992

Photographies

11 O 85 Barrage et usine, travaux en période hivernale et détails des ouvrages : photographies couleur.
4 pochettes, 2 planches.

1992-1994

Usine à gaz

- 11 O 86 Travaux. - Desserte de l'usine par la Compagnie des Chemins de Fer Vicinaux : traité d'exploitation, plan (1928) ; canalisations eau et gaz, occupation du domaine public : autorisation (1934) ; marchés de travaux et fournitures divers : procès-verbal de réception (1937-1945) ; accident sur four : communiqué à la population (1939) ; réfection du four n°1 : correspondance avec les Fours et Gazogènes Breuillé et avec le Comité d'organisation de l'industrie du gaz (1942-1946).

1928-1946

Réseau d'eau potable

- 11 O 87 Réseau général.
Station de pompage de la Pouponnière, installation et entretien (1934-43) ; grand pont, passage de canalisations : correspondance Ponts et Chaussées, plans (1938) ; schéma des conduites (1937 et s.d.) ; source du Bief Noir, projet de captage : mesures de débit, rapport de l'architecte (1930-1943) ; source du Moulin d'Aval, mesures de débit : rapport, 1 photo n. et bl. (1961) ; station de pompage des Avignonnets et d'Avignon, relevé des compteurs et du niveau : tableau mensuel (1969-1975) ; compteurs détecteurs de fuite posés par Vaudrey-Weber : documentation commerciale, litige (1927-1939) ; compteurs individuels, achat : marchés Vincent, correspondance (1952-1975) ; compteurs, matériel et pièces de rechange pour les stations de traitement : marché Vincent (1975). Entretien général : documentation technique, notes de service (1937-1963).

1927-1975

- 11 O 88-89 Réservoirs et station de traitement de Serger et Montbrillant, construction.

1950-1961

- 88 Projet et adjudication (1950-1956). - Avant-projet et projet : étude géologique du Pr. Glangeaud (1950, 1953), rapport de visite à Paris, plans, pièces administratives ; financement ; appel d'offres et adjudication : dossier de concours, notices sur les procédés Acfi, Chabal et Trailigaz, procès-verbal (1956).
- 89 Marchés. - Marché Degrémont ; alimentation en électricité : marché Collet, convention pour passage de ligne avec M.Dalloz, correspondance EDF ; factures hors marché ; décompte définitif (1957-1961).

MATERIEL

Inventaire

- 11 O 90 Inventaire des biens mobiliers : état annuel* (1924-1964) ; cahier journal* (1965-1980)

20 cahiers.

Des inventaires estimatifs détaillés se trouvent également en 11 O 43 (expertise réalisée pour déterminer la valeur d'assurance des biens).

1924-1980**Véhicules**

11 O 91 Acquisition et mise hors service de véhicules. - C 15 Citroën (1991) ; car-bus : (1977-1992).

1977-1992**Contrôle technique**

11 O 92 Contrôle et étalonnage des appareils à vapeur. - Groupement des associations françaises de propriétaires d'appareils à vapeur : registre de contrôle (1958), décret du 4.08.1935 ; APAVE = Association Lyonnaise des Propriétaires d'appareils à vapeur : rapport de contrôle annuel, notice et plaquette de présentation, statuts, compte-rendu d'assemblée générale (1945-1972) ; demande de contrôle sonore (1961).

1945-1972**PRODUCTION****Statistique****Production d'électricité.**

11 O 93-95 Production nette et brute : relevés journaliers, tableau mensuel et annuel établi pour le calcul de la facturation.

4 registres, 8 cahiers.

93 1932-1972*

94 1973-1990*

95 1991-1993

1932-1993

11 O 96 Autres données statistiques. – Données hydrauliques : tableau mensuel* et diagrammes de la production comparée et des possibilités de la Bienne pour 1932 à 1981, tableaux du débit journalier au barrage (1948-1958)*. Données pluviométriques : carte d'isohyètes EDF Jura et Alpes (1960). Enquêtes des Ponts et Chaussées, de la 6^{ème} Circonscription électrique et d'EDF (1932-1981).

Détail des dossiers d'enquêtes. - Ponts et Chaussées, index économique électrique : état trimestriel (1939-1947), état annuel, rapports divers de production (1932-1969) ; 6^{ème} Circonscription de mobilisation électrique, statistique mensuelle : circulaires, correspondance (1937-1940) ; EDF, enquête annuelle sur les centrales hydrauliques non nationalisées (1974-1981).

1932-1981**Production de gaz**

11 O 97 Comité d'organisation de l'industrie du gaz, statistique mensuelle (1942-44).

Comptabilité matières

11 O 98-101 Comptabilité matières : journal détaillé et état annuel des stocks.
19 volumes

1929-1975

98 1929-1934* ; journal détaillé général* (1933-1945)

99 1935-1938*

100	1939-1943*
101	1944-1945*, 1969-1975

Achat de matières premières

11 O 102 Approvisionnement en charbon et métaux non ferreux. – Fournisseurs du secteur privé : correspondance, marchés (1928-1942) ; Groupement charbonnier gazier de Lyon : circulaires, correspondance, avis d'attribution (1940-1944) ; Société gazière d'achat en commun des charbons : facture (1941-1945) ; Caisse de péréquation du prix des charbons dans l'industrie du gaz : circulaires, correspondance, compte de l'usine (1941-1944) ; Comité d'organisation de l'industrie du gaz : circulaires et correspondance (1941-1944).

1928-1945

FINANCES

Budget et compte de gestion

11 O 103-108 Documents budgétaires établis par la régie : budget primitif et additionnel puis supplémentaire, compte administratif, rapport d'exploitation, bilan, pièces annexes.

En pièces annexes, on trouve notamment : régularisation de la situation de la régie vis-à-vis de la ville (1932-33) ; étude sur la situation de la régie (10.1944) ; tableau comparatif pour 1947-1952.

De 1965 à 1974, il s'agit d'une série reconstituée qui comporte quelques lacunes. Après 1974, les documents budgétaires de la régie sont inclus dans les documents de la ville : voir 1 L 1 et W.

1929-1991

103	1929-1941
104	1942-1951
105	1952-1957
106	1958-1962
107	1963-1974
108	1970-1981* ; pièces annexes (1985-1991).

11 O 109 Documents budgétaires établis par le receveur : grand livre, livre de détail, journal général, comptes de gestion (1923-1929) ; compte de gestion (1987-1989).

A partir de 1930, voir 1 L 3 puis W.

1923-1989

Comptabilité générale

11 O 110-122 Grand livre.

1928-1990

110	Livre général (1928-1952)* 6 volumes.
111	Service gaz (1937-1944)* 5 volumes.
112-122	Fiches budgétaires

112	1960-69
113	1970-72
114	1973-74
115	1975-76
116	1977
117	1978
118	1979
119	1980-1981
120	1982-1983
121	1984-1987
122	1988-1990

11 O 123-133 Journal.

1929-1994

123-126	Livre journal des opérations comptables.
123	Journal général (1929-1945, lac. 1936)* 5 volumes.
124	Service gaz (1932-1933, 1937-1962)* 5 volumes ; 1932-1933 : volume de très grand format rangé à part.
125	Service eau (1932-1965)* 4 volumes ; 1942-44 avec électricité.
126	Service électricité (1932-1949, 1952-65)* 5 volumes.
127	Registre des mandats des mandats et des titres de recettes (1940-1966)* 7 volumes.
128-133	Bordereau-journal des mandats et titres de recettes.
128	Eau / assainissement (1966-1971) ; électricité (1966-1968).
129	Eau / assainissement (1972-1976) ; électricité (1969-1971).
130	Electricité (1972-1991).
131	Eau (1977-1991).
132	Assainissement (1977-1991).
133	Eau / électricité : mandats (1992-1994).

11 O 134 Bilan *
4 volumes.

1932-1969**Comptabilité annexe**

11 O 135-136 Journal de caisse.

Volumes échantillons.

1934-1965

135	1934, 1939, 1940*
136	1944-45, 1946-55, 1959-65*

11 O 137-138 Journal des règlements et des marchés..

1934-1965

137	Fournisseurs (1934-1965)* 11 volumes.
138	Clients (1935-1965)* ; répertoire alphabétique (1952-1965). Enregistrement des marchés (1951-1980)*. 6 volumes et 1 fichier

11 O 139	Balances trimestrielles (1933-1945,1952)* 11 volumes .	1933-1952
11 O 140	Immobilisations et amortissement, réévaluation au 31 décembre (1948-1950*, 1951, 1959, 1986-1988).	1948-1988
11 O 141-142	Investissement : fiches d'opération.	1966-1990
141	Electricité.	
142	Eau et assainissement.	

Pièces comptables

Dépenses

11 O 143-166	Factures fournisseurs et pièces de paiement des marchés.	
143-146	Classement chronologique (années échantillons).	1923-1942
143	1923-25, 1929, 1931	
144	1933, 1935	
145	1936, 1938	
146	1940-1942	
147-166	Classement alphabétique, série 1 à 3. Le classement comporte trois séries archivées successivement. Une liste des fournisseurs concernés est incluse dans les boîtes 147, 152 et 153.	1946-1970
147-151	Première série	
147	A-Cha	
148	Che-G	
149	H-L	
150	M-R	
151	S-V	
152	Deuxième série : A-V.	
153	Troisième série : A-V.	
154-166	Classement alphabétique, quatrième série.	1946-1985
154	A-Bap	
155	Bay-Cof	
156	C-ED	
157	E	
158	F-Gar	
159	Gau-J	
160	K-Man	
161	Mar-Ney	
162	Ney-Pom	
163	Pom-Sic	
164	Sle-Soc	
165	Sté-Utn	

- 166 Vin-Z ; factures interservices.
167 Classement chronologique (années échantillon, 1973, 1976, 1988, 1993-1995)

1973-1995**Recettes**

- 11 O 168-169 Electricité. - Vente d'énergie à EDF et autres recettes : factures.
Contient notamment le remboursement de charges par FMAJ : pièces justificatives, titres, état récapitulatif (1974).

1953-1991

168 1953-1974

169 1975-1991

- 11 O 170 Eau et assainissement. – Travaux et remboursements divers : factures clients (années échantillons, 1959, 1963, 1968, 1973, 1976)

1959-1976**Réglementation et contrôle**

- 11 O 171 Instructions comptables : instruction M0, M11 et M12 (1964-1988), circulaires ministérielles et syndicales (1954-62), délibérations, plan comptable EDF (1950), cadre comptable des services des eaux (ca. 1967).

1950-1988

- 11 O 172 Contrôle. - Cour des comptes : rapport et jugement, demandes de renseignements, réglementation. Recette municipale : liste des pièces remises (1957-1983).

Les rapports de la Cour des comptes portent seulement sur les exercices 1926-1928, 1983-1988 et 1992-1993 ; en pièce jointe : rapport technique du Pr. Fournier sur le barrage et le tunnel du Truffet (1925).

1925-1993**Opérations financières**

- 11 O 173 Emprunt et avance de trésorerie. - Emprunt : projet, pièces annexes, délibérations fixant la quote-part de la régie, facture des annuités dues à la ville (1923-1967). Documentation : circulaires FNCCR (1952-1970). Avance de trésorerie à la ville de Saint-Claude : délibérations, récapitulatif pour 1948-1972, annuités (1957-1977).

Le dossier principal des emprunts se trouve en 2 L 1. Les pièces conservées ici concernent les opérations suivantes : projet d'emprunt pour le barrage et l'usine à gaz (1923-32) ; emprunt à la Caisse Fraternelle de Lille pour le barrage, projet de conversion (1938-39) ; conversion des emprunts en cours, soient les obligations souscrites pour l'usine à gaz et l'emprunt à la Caisse Fraternelle et à la Caisse Nationale des Retraites pour la Vieillesse pour le barrage (1948-1949) ; remboursement anticipé d'emprunt à la Caisse des dépôts pour l'adduction d'eau de Chaffardon (1956).

1923-1972**Fiscalité et taxes**

- 11 O 174-178 Impôts et taxes dus pour l'ensemble de la régie.

1929-1989

- 174 Législation générale : circulaires FNCCR (1948-1964). Patente et taxe foncière : correspondance avec l'inspection des contributions (1933-1940), avertissement annuel (1937-1976).
- 175 Impôt sur les bénéfices industriels et commerciaux puis sur les sociétés : textes réglementaires, délibérations, correspondance (1948-61) ; déclaration annuelle (1929-1965). Droit de timbre sur les marchés des collectivités locales : circulaires préfecture, FNCCR et al.. (1949-1971).
- 176-177 Taxe sur le chiffre d'affaires puis sur la valeur ajoutée = TVA.
 176 Législation : circulaires FNCCR et EDF (1948-1968).
 177 Ventes et travaux des services gaz et électricité : déclaration annuelle (1933-1940, 1953, 1959-1989).
 Les ventes d'eau sont exonérées de la TVA.
- 178 Taxe sur les salaires ou impôt cédulaire : état mensuel, récapitulatif pour 1962 à 1966, circulaires EDF, avis de contribution (1939-1966). Taxe d'apprentissage : textes réglementaires, avis d'attribution aux établissements scolaires, bordereau de cotisation (1949-1987). 1% patronal en faveur de la construction : textes réglementaires, déclaration annuelle de versement à l'OPHLM (1953-1975).
- 11 O 179 Taxes dues pour le service électricité. - Taxe départementale et syndicale sur l'électricité : textes réglementaires, déclaration annuelle (1954-1974). Fonds d'amortissement des charges d'électrification et fonds de péréquation de l'électricité : circulaires FNCCR, brochure de présentation (1948-1967). TVA récupérée sur les dépenses d'investissement : tableau de calcul (1967-1980).
1948-1980
- 11 O 180-182 Taxes dues pour le service eau et assainissement.
1942-1988
- 180 Fonds national pour le développement des adductions d'eau, redevance annuelle : législation, correspondance, état fourni par le service des eaux (1954-78). Taxe sur l'électricité consommée par le service des eaux au titre des acheteurs de courant MT : déclaration annuelle (1970-76). Taxe locale d'équipement, participation d'habitants route de Valfin : correspondance (1969).
- 181 Redevance d'assainissement : documentation, délibérations, correspondance, avis d'imposition (1963-1981). Taxe sur les transactions et taxe locale : réglementation, déclaration (1942-1950). Droit de timbres perçu sur les quittances (1942-46).
 La redevance d'assainissement se décompose en surtaxe communale, redevance pollution à l'Agence de bassin, redevance départementale.
- 182 Taxe sur la valeur ajoutée = TVA., récupération sur les dépenses d'investissement. - Option pour le paiement : réglementation, notes de service (1975-76) ; réseau de Tressus-Chaumont affermé à la SDEI : convention, délibérations, correspondance (1973-76) ; attestation annuelle (1976-1988).

COMMERCIALISATION

Energie électrique

- 11 O 183 Contrat de vente à l'Union Electrique puis à EDF. - Union Electrique : police d'abonnement et avenants (1928-34), projet établi par Jean Laurent ingénieur-conseil (1936), contrat de vente d'énergie et règlement technique annexe (1937), facture annuelle (1941-42). EDF : avenants au contrat de 1937 (1949-1968).
- Le contrat de 1971 avec EDF est conservé par le service en 2006.
Facture mensuelle (1953-1991) : voir 11 O 168-169 (pièces comptables, recettes). Le calcul de la facturation se trouve en 11 O 93-95 (statistique de production).
- 1928-1968**
- 11 O 184 Relations avec l'Union Electrique. - Elaboration et révision du contrat : documentation, correspondance, rapports d'experts (1917-1938, 1945-46). Concertation sur les possibilités de la Bienne et la production de la centrale, réunion mensuelle : compte-rendu, réponses de la régie (1932-35). Facturation : données chiffrées, correspondance (1932-1940, 1946). Fonctionnement des installations : correspondance, consignes d'exploitation (1942-1945).
- Le premier sous-dossier contient notamment : arrêté d'approbation du barrage de Cize-Bolozon (1917) ; rapport d'expertise de l'UE (1920) ; projet d'arrangement entre la ville et l'UE (1923-24) ; consultation du bureau d'études Lecoq (1938) ; situation de la régie vis-à-vis de l'UE : rapport (01.1945) (N.B. : brouillon rédigé au dos d'une lettre de Pathé Cinéma du 30.11.1936 au sujet des soufflaculs et d'une convocation pour la Semaine de la Propagande du 28.03.1944) ; pourparlers (1945-46).
Les installations comprennent : centrale de Porte-Sachet, téléphone sélectif, limnigraphe, poste transformateur du barrage, établissements des usagers amont et aval, etc..).
- 1917-1946**
- 11 O 185-189 Relations avec EDF
- 1945-1989**
- 185 Révision du contrat : documentation, contrat-type, notes de calcul, projet de texte, correspondance (1969-1980).
Le contrat approuvé est conservé par le service en 2006.
- 186 Application des termes du contrat. - Facturation : règlement de la redevance, correspondance avec le centre régional (1947-1973). Récupération d'énergie en heures creuses, ristourne à la ville pour les bains-douches : correspondance CRME, calculs, délibérations (1953-1968). Consignes d'exploitation (1954-1973). Déversement sur ordre d'EDF (1955-1957).
- 187-188 Tarif de l'énergie, relations avec EDF et la FNCCR : réglementation, circulaires, correspondance.
- 187 1945-1967
- 188 1972-1989
- Contient notamment les sous-dossiers suivants :
- démarches auprès du député Jacques Duhamel assorties de données chiffrées sur la centrale de Porte-Sachet : tableau comparatif de

- production, productivité et prix de vente de l'énergie de 1932 à 1959 (1963) ;
- accord entre EDF et les représentants d'entreprises de distribution : protocole, journée d'information (1984-85).
- 189 Documentation EDF. - Mouvements d'énergie : statistique nationale mensuelle et annuelle (1953-1967) ; *Bulletin de liaison entre EDF et sa clientèle industrielle* : n°31 02.1964 ; *Rapport d'activité* 1984 ; EDF Industrie / *Fiches réalisations* 1987-1989.
- 11 O 190 Restitution d'énergie aux usiniers. - Affaires communes à l'ensemble des bénéficiaires : note sur les restitutions à effectuer par l'intermédiaire de l'Union Electrique 1934) ; projet et modifications de contrats (1932-49, 1984-86) ; modification du contrat avec EDF (1966) ; état des bénéficiaires (1988). Dossiers individuels : contrat, correspondance, cessation d'effet, différend (1933-1991).
Détail des dossiers individuels : fabrique de pipes Dunod à Chassal (1936-1994). tournerie Lahu-Millet à Chassal (1934-1964), tournerie Vuillermoz puis scierie Janier-Vuillermoz à Lavans (1933-1991), marbrerie de la SA des Marbres, pierres et granits puis Rocamat à Molinges (1934-1985), fabrique de pipes Hecht au Faubourg Marcel (1948-1956), fabrique de pipes Edmond Blanc au Faubourg Marcel (1956-1984), fabrique de pipes Gros-Grenier-Ostorero au Faubourg Marcel 1956-59, établissements Bisso-Chevassu à Molinges (offre d'achat, 1963).
- 1932-1991**
- Gaz**
- 11 O 191 Vente de gaz. – Polices d'abonnement (1930) ; accident de production : avis à la clientèle (1939).
- 1930-1939**
- Eau**
- 11 O 192-194 Vente d'eau : pièces comptables.
- 1931-1976**
- 192 Abonnement : état annuel (1931-1955) ; dégrèvement (1933-1946)* .
- 193 Abonnement à forfait : état annuel (1956-57, 1958-1970).
Concession au compteur : rôle semestriel (1956, 1958-59).
- 194 Concession au compteur : rôle semestriel (échantillon à partir de 1972, 2^{ème} semestre 1973, 1^{er} semestre 1976). Titres émis, admission en non valeur (1960-1976).
- 11 O 195 Tarif de l'eau et relations avec les usagers. -. Tarif : documentation, règlement, délibérations, notes de service, enquêtes (1948-1980). Vente d'eau à la ville, consommation générale et dans les écoles : relevé (1961-1965). Litiges et réclamations des usagers (1937-1988).
Contient notamment : réclamation de la Chambre syndicale des maîtres-coiffeurs de Saint-Claude et région et du district militaire de Saint-Claude (1937) ; réclamation de l'hôpital (1967) ; chanson « Les compteurs » (1956).
- 1937-1988**

CORRESPONDANCE

11 O 196-206 Régie : correspondance envoyée et reçue (chrono.).

Dans la plupart des liasses, la correspondance active est ventilée de la façon suivante : affaires internes – certificats de travail et de chômage – divers ; la correspondance passive est ventilée entre clients et fournisseurs. Pour les années 1927-1932 et 1949-1953, il ne s'agit que d'épaves. Pour 1943 et 1944, ne subsiste que la correspondance reçue.

1927-1953

196	1927-1931
197	1932-1933
198	1934-1935
199	1936
200	1937
201	1938
202	1939
203	1940
204	1941
205	1942
206	1943-1944, 1949-1953

11 O 207-208 Service électricité : correspondance envoyée et reçue (chrono.).

1952-1969

207	1952-1969
208	Répertoire alphabétique (1953-1966)* 6 cahiers

11 O 209-210 Service électricité : double de la correspondance envoyée (chrono.).

1989-1993

209	1989-1992
210	1993

PERSONNEL

Dossier individuel

11 O 211-215 Agents statutaires et non statutaires : dossier individuel (classement par catégorie).

Liste nominative disponible pour les recherches autorisées.

1929-1994

211	Personnel décédé avant 1974.
212	Personnel muté en 1974-76 à Lyonnaise des Eaux, à EDF-GDF et à la centrale nucléaire du Bugey.
213-215	Personnel retraité ou parti (classement alphabétique).
213	A-D
214	F-VA
215	VI-VU.
	Agents temporaires : attestation de travail.
	Personnel embauché en 1992.

Statut

- 11 O 216 Statut général et particulier. - Personnel de la régie : règlement, avenant et délibération (1930-1939) ; organigramme, mesures nominatives et décisions du conseil d'exploitation relatives au personnel : extrait de délibération (1951-1972). Lois générales sur le travail : extraits dactylogr. (1936-1942). Statut national des industries électriques et gazières, application aux entreprises exclues de la nationalisation : textes de loi, délibérations du conseil municipal et du conseil d'exploitation, correspondance avec EDF (1945-1978) ; note de diffusion des textes de la Direction du personnel d'EDF-GDF (1961-1969)
1930-1978
- 11 O 217 Diffusion des textes de la Direction du gaz et de l'électricité aux entreprises exclues de la nationalisation, notification.
1946-1985
- 11 O 218-219 Documentation.
1964-1991
- 218 « Manuel pratique des questions de personnel » édité par la direction du personnel d'EDF-GDF (1981).
2 volumes
- 219 Notes et directives EDF ; circulaires ANROC et DRIR.
Echantillon aléatoire.

Commission paritaire et avancement

- 11 O 220 Commission du personnel, composition et règlement. - Commission paritaire interne à la régie : procès-verbal, arrêté du maire, textes ministériels (1946, 1966, 1977). Commissions EDF secondaires, interrégionales et supérieure : circulaires EDF (1949-1976).
1946-1977
- 11 O 221-222 Commission paritaire interne, réunion : dossier de séance, procès-verbal, arrêtés nominatifs, bordereau de transmission à la 2^{ème} Circonscription électrique.
Le dossier de séance comprend généralement : tableau d'avancement, législation, pièces justificatives diverses. Deux dossiers thématiques plus conséquents : mise au point d'un organigramme (1959-60) ; paramétrage de l'usine : documentation, correspondance (1961-62).
1946-1988
- 221 1946-1964
- 222 1965-1988
- 11 O 223 Classement et avancement. - Affectation définitive dans les échelons du statut : réglementation, délibérations, tableaux nominatifs (1947-1960). Tableau annuel (1965-1982). Prise en compte des périodes de service militaire, reclassement à l'ancienneté : circulaires EDF, délibérations régie, tableau nominatif (1948-1961). Renseignements fournis par la FNCCR et à la ville (1957-1963). Réglementation : circulaires EDF (1946-1971).
1947-1982

Tableau des effectifs

- 11 O 224 Etats nominatifs et statistiques.

Des états nominatifs détaillés du service électricité en 1939 se trouvent en 11 O 48 (défense passive).

1938-1981

Régimes spéciaux

11 O 225 Catégories particulières de personnel et mesures d'exception. - Travailleurs de force : état nominatif mensuel (1943-1945). Affectation défense : législation, déclaration annuelle de situation (1952-1974). Agents rappelés sous les drapeaux et agents rapatriés d'Afrique du Nord : circulaires EDF (1955-65). Emplois réservés : circulaires EDF (1950-1961). Carte d'identité des services publics : correspondance FNCCR et 2^{ème} Circonscription électrique, état signalétique du personnel, spécimen (1960-64). Astreinte au service continu : circulaires EDF, notes de service (1951-1971).

1938-1974

Recrutement, notation et discipline

11 O 226 Recrutement. - Personnel statutaire, nomination et titularisation : arrêté du maire, délibérations ville et régie (1928-1948) ; offres et demandes d'emploi : correspondance (1949-1979) ; concours pour le poste de surveillant d'usine hydraulique (1989). Emploi de personnel temporaire : circulaires EDF, enquêtes de la 2^{ème} Circonscription électrique (1949-1975) ; contrat avec une agence de travail temporaire (1993). Stagiaires scolaires : convention, rapport de stage (1967-68)

1928-1989

11 O 227 Discipline et notation. - Suspension du directeur : arrêtés, délibérations, correspondance (1941-1942). Mesures disciplinaires : circulaires EDF (1947-1960). Notation : législation, grille d'évaluation, tableau de péréquation départemental (1971).

1941-1971

Rémunération

Salaires versés au personnel : états nominatifs

11 O 228-231 Compte individuel

1 cahier/an de 1929 à 1965 ; 2 classeurs grand format rangés à part pour 1966-1983.

1929-1989

228 1929-51*

229 1952-65*

230 1966-73, 1974-83*

231 Fiche mensuelle, documentation (1984-89)

11 O 232 Journal de paie (1945-1966)* ; état trimestriel des charges sociales (1949-1988)*

8 registres

1945-1988

11 O 233 Journal de paie (1966-1982)

2 classeurs très grand format rangés à part.

11 O 234 Etats transmis. - Déclaration annuelle des salaires = DAS (1970-1987). Salaire compensé en application des articles 22 et 27 du statut national des industries électriques et gazières : bordereau individuel B 313 d'EDF (1955-1975).

Salaire du personnel, fixation.

- 11 O 235 Salaire de base, majoration résidentielle et autres composantes de la rémunération. - Barème EDF (échantillon retenu : années extrêmes et en -3 et -8 au 1.09, 1953-1989) ; convention du 31.03.1982 ; tableau comparatif pour 1929 et 1936-1939 ; réglementation, délibérations, rappel de traitement, correspondance, documentation syndicale (1945-1970). **1929-1989**
- 11 O 236 Sursalaire familial : réglementation, délibérations. **1947-1973**

Temps de travail

- 11 O 237 Horaires et congés. - Congés payés et maladie : compte individuel des absences (1933-1943)*, planning mensuel (1946), état annuel pour l'usine électrique (1953) ; congés légaux, horaires de travail et jours de grève : circulaires EDF, notes de service, état des grévistes (1946-1978). **1933-1978**

Charges sociales**Retraite**

- 11 O 238 Régimes de retraite et d'assurances sociales, cotisation. – Régime général : état mensuel des versements (1929-1944) ; Caisse Nationale des retraites pour la vieillesse = CNRV : déclaration de versement (1935,1941-42) ; Caisse de Prévoyance des Industries de l'Energie électrique et du Gaz = CPIEG : bordereau de versement, correspondance, circulaires (1941-1948). **1929-1948**
- 11 O 239-243 Département Invalidité Vieillesse Décès d'EDF = IVD. **1947-1995**
- 239-241 Cotisation : déclaration trimestrielle, état annuel, correspondance, circulaires.
- 239 1947-1966
- 240 1967-1979
- 241 1980-1988
- 242-243 Documentation.
- 242 Manuel et circulaires EDF (1946-1966).
- 243 Notice sur le mode de gestion des pensions (1968), description des documents de liaison (1973), liste des entreprises non nationalisée affiliées à IVD (1975-1994, lac)*.
- La liste des entreprises donne l'effectif de chacune d'elles.
- 11 O 244 Retraite complémentaire.- Caisse mutualiste de Franche-Comté : état mensuel des versements (1936-1940) ; Igrante puis Ircantec : état des versements, circulaires, correspondance (1961-1980). **1936-1980**

Assurances sociales

- 11 O 245-246 Régime d'assurances sociales puis Sécurité Sociale puis Ursaff, cotisation. **1936-1989**
- 245 Etat des versements (1936-1985).
- 246 Documentation : circulaires, enquêtes, correspondance (1951-1989).

Allocations familiales

- 11 O 247 Prestations familiales légales, réglementation : circulaires, barèmes, délibérations ; Caisse d'allocations familiales = CAF du Jura, cotisation pour personnel temporaire (1953-57) ; salariés algériens, cotisation (1955).
Les prestations familiales légales concernent le personnel non statutaire.

1941-1974

Primes et avantages

- 11 O 248-250 Primes, allocations et avantages en nature : circulaires EDF, délibérations, tableaux nominatifs, dossier de l'agent.

1946-1987

- 248 Prime de productivité (1951-1970).
249 Allocation logement et prêt habitat (1951-1974) ; indemnité de déplacement (échantillon, 1952-1980).
250 Avantages en nature (1947-1987) ; vêtements de travail (1952-1976) ; indemnité de panier, de frais d'études et divers (1946-1970).
Les avantages en nature consistent en tarifs préférentiels sur la fourniture d'énergie.

Formation professionnelle

- 11 O 251 Promotion ouvrière et formation professionnelle continue : circulaires EDF (échantillon 1 an/2 à partir de 1960, 1946-1970), dossier d'inscription du secrétaire (1961-1963), questionnaire (1979-81).

1946-1981

Représentation du personnel

- 11 O 252 Organismes de représentation du personnel. - Comité d'hygiène et de sécurité et comité mixte à la production, organisation et fonctionnement : circulaires EDF (1952-1967, 1993). Conseil de prud'hommes, élection : circulaires EDF (1979-1987). Organisations syndicales : réglementation, documentation et appels transmis par les syndicats, correspondance, liste des agents syndiqués (1950-1968)

Grèves suivies par les agents : voir 11 O 237 (congés).

1950-1993

Médecine et accidents du travail

- 11 O 253 Médecine du travail. - Comité local, organisation : circulaires EDF ; visite annuelle : liste nominative, correspondance.

1961-1986

- 11 O 254-255 Accidents du travail.

1947-1980

- 254 Dossier individuel (1952-1980).
255 Réglementation EDF : circulaires (1947-1968), aide-mémoire EDF « Accidents du travail et maladies professionnelles » (1966).

Action sociale

- 11 O 256 Conseil central des œuvres sociales des industries électrique et gazière = CCOS puis Caisse centrale d'activités sociales du personnel des industries électrique et gazière. - Organisation et élections : circulaires, tract de la liste d'unité CGT/FSM (1946-1949); colonies de vacances et activités diverses : circulaires, catalogues, correspondance (1949-1975); assurance de groupe, cotisation des agents : instructions (1949-64), bordereau de versement nominatif (échantillon 1 an/5, 1952-1987).
1946-1987
- 11 O 257-258 Caisse mutuelle complémentaire et d'action sociale = CAS d'EDF-GDF, section régionale de Bourg-en-Bresse puis de Besançon.
- 257 Fonctionnement général.- Election : instructions, procès-verbal, tracts syndicaux (1946-1980) ; organisation, groupement d'achat et activités diverses : circulaires, correspondance (1946-1974).
Parmi les activités, signalons l'envoi de colis aux appelés en Afrique du Nord (1960-61).
- 258 Cotisation : état des adhérents (1963-1975), état des versements annuel puis trimestriel (1959-1988), circulaires (1949-1988).
1946-1988

Distinctions honorifiques

- 11 O 259 Médailles du travail. - Médaille d'honneur et médaille d'EDF-GDF : documentation, correspondance, commande (1948-84) ; médaille des régies : circulaires FNCCR, état de service des récipiendaires (1950-1962).
1948-1984

Supplément versé ST 11.2013 et 01.2014 : centrale de Porte-Sachet

- 11 O 260 Centrale de Porte-Sachet, équipement.- Turbines : plans de montage Neyret et Bellier (1930) ; plans mis à jour suite à réparations sur groupes 3 et 4 (1956 / 1959) et sur roue motrice groupe 2 (1948/1955). Pont roulant : plans CGE (1928-1930).
1928-1959

ANNEXES

Chronologie

- 1922 Création de la Régie municipale de distribution d'énergie électrique de Saint-Claude régime 1917.
Projet de barrage hydroélectrique sur la Bienne.
- 1925 Distribution de l'eau potable au robinet ; organisation du service des eaux municipal.
- 1926 Nouveau statut des régies.
- 1927 Concession par l'Etat de la chute d'Etables à la ville de Saint-Claude.
- 1928 Expiration du contrat gaz avec l'Union électrique.
Transformation en Régie municipale eau-gaz-électricité, régime 1926.
Construction d'une nouvelle usine à gaz à la Patience.
- 1929-1932 Construction du barrage d'Etables et de la centrale de Porte-Sachet.
- 1945 Cession du service gaz à la Société Générale des Gaz du Midi.
- 1966 Rattachement du service des eaux et de l'assainissement à la ville, exploité dès lors en régie simple.
Poursuite de la régie d'électricité régime 1926.
- 1974 Délégation de la gestion des installations hydroélectriques à la Sarl FMAJ.
- 1976 Affermage de l'eau et de l'assainissement à la Lyonnaise des Eaux.
- 1992 Reprise de la gestion des installations hydroélectriques en régie directe.
- 1994 Concession des installations hydroélectriques à EDF ; dissolution de la régie d'électricité.
- 2002 Mise en place d'une nouvelle régie d'électricité.
- ...
- 2007 Expiration de la concession par l'Etat de la chute d'Etables à la ville.

Liste des présidents du conseil d'exploitation

Nom	Dates	Observations
M. COLLIN	10.1922-06.1923	Ingénieur des Ponts et Chaussées – démission – reste ingénieur-conseil
Henry VUILLARD	06-08.1923	Démission
M. VERJUS	08.1923-01.1928	
Jules DELATOUR	03-05 .1929	
Louis FATON	05.1929-11.1940 + 02-09.1945	Adjoint au maire
Paul DELACOUR	12.1940-10.1941	Maire (délégation spéciale)
Eugène DELOLME	10.1941-01.1945	Jusqu'à la suspension de la délégation spéciale dont il était membre
Marcel JOLY	07-09.1945	
Henri BRUNET	09.1945-01.1957	Démis par le maire L.Jaillon
Maurice MONNERET	01.1957-07.1966	Démission
Georges GAIGNOU	07.1966-04.1989	Fait office de directeur d'octobre 1974 à 1989
Jean-Louis MILLET	04.1989-12.1994	Jusqu'à la dissolution de la régie

Liste des directeurs de la régie

Nom	Dates	Autres fonctions	Observations
M.HENRYPIERRE	10.1922-01.1923	Directeur de la régie de Collonges (01)	Démission
M. VINCENT	06.1923-12.1927		
Jean MERMET	01.1928-06.1941	Directeur des travaux de la ville	Révocation – appartement de fonction à la Grenette
Emile JEANTET	09.1941-04.1945	Chef de l'usine électrique	Démission – logement de fonction au moulin de Lizon
M. GUIGAL	09.1945-07.1948	Ingénieur à la Société des Gaz du Midi	Directeur technique Rejoint EDF
Raymond CHAMBARD	09.1945-07.1948	Secrétaire-comptable de la régie	Directeur administratif
Pierre ROMANET	07.1948-06.1951	Secrétaire général de la mairie	Directeur administratif
Pierre BOCCHIO	08.1951-01.1964	Directeur de la Mutuelle Electrique du Haut-Jura	Départ en retraite
Charles CREPEL	02.1964-04.1967	Ingénieur retraité (Pouigny)	Directeur technique électricité - Décédé
M. OUDARD	02.1964-1966	Délégué du cabinet Merlin	Directeur technique eau jusqu'à la concession à la Lyonnaise des Eaux
Jacques MANZONI	04.1967-09.1974	Directeur de production S.A. Manzoni-Bouchot	
Frédéric MADESCLAIR	01.1992-12.1994	Exploitant de la centrale hydroélectrique de Rocheblanche	De la reprise en gestion directe à la concession à EDF (liquidation de la régie)

Documents sortis du fonds 11 O

N.B. : les références sont celles du cadre de classement provisoire des séries modernes

1° Eliminations proposées au visa des A.D.

Assurances

Doubles transmis pour information au directeur et au président (1991-1994)

Finances

Budget et compte administratif, préparation : brouillons, copies de pièces justificatives, doubles (1939-1965, 1985-1990).

N.B. : quelques originaux conservés : notification de subvention, ...

Journal de caisse : cahier annuel ou pluriannuel (1935-1958 : années autres que 3 et 8 et extrêmes).

N.B. : registres 1934, 1939, 1940, 1944-1945 et 1946-1955, 1959-1965 conservés.

Factures dépenses (classement chronologique) :

- 1 an/2 de 1930 à 1939

- années 1970, 1971, 1972, 1974, 1975 et 1987, 1989, 1990, 1991, 1992, 1994

N.B. : années en 3 et 8 conservées.

Factures recettes du service des eaux : années autres que 3 et 8 de 1960 à 1975

N.B. : années extrêmes conservées (1959 et 1976)

Vente d'eau : rôle semestriel (1972-1975)

N.B. : échantillon conservé : 1973-2^{ème} trim. / 1976 (1^{er} trim.)

Personnel

Salaire de base : barème EDF (1964-1989)

N.B. : échantillon conservé : 1 / année en 3 et 8 + années extrêmes)

Rémunération : brouillons des feuilles de calcul 1941-1976

K.9 – Charges sociales, relations avec le département IVD (Invalidité Vieillesse Décès) d'EDF : pièces justificatives (certificat de scolarité, de travail..) 1953-1972

K.10 – Frais de déplacement : barème EDF 1951-1980 et 1991-1995

K.14 – CAS, assurance complémentaire santé de groupe : bordereau mensuel de cotisation des agents 1952-1987

N.B. : 1 bordereau / 5 ans conservé à titre d'échantillon

Métrage : 1,50 m/l

2° Articles mis en conservation provisoire

G.4 - Factures dépenses fonctionnement et investissement (classement chronologique) 1987, 1989-1992 ; éliminables en 2013 à la demande du service.

N.B. : années 1988, 1994-1995 conservées

Métrage : 0,10m/l

Métrage total : 1,60 m/l

TABLE DES MATIERES

Introduction	1
Bibliographie sommaire	7
Sources complémentaires	11
Répertoire numérique	13
Sommaire	15
Constitution et vie de la régie	17
Organes délibérant	19
Direction et administration	20
Bâtiments et installations industrielles	24
Matériel	30
Production	31
Finances	32
Commercialisation	37
Correspondance	39
Personnel	39
Annexes	45
Chronologie	47
Liste des présidents du conseil d'exploitation	48
Liste des directeurs de la régie	49
Documents sortis du fonds 11 O	51
Tableau géographique des noms de lieux	53
Tableau méthodique des mots- matières	54
Index	57
Table des matières	65

Illustration de couverture :

Le barrage d'Etalles peu après sa mise en service en 1932 (cl. L.Constantin).
Collection Archives municipales de Saint-Claude.

